

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

- 14 mars — Décret abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 45 du décret du 21 juin 1934 portant réglementation routière en A. O. F. (retrait du permis de conduire). (Arrêté de promulgation n° 230 T. P. du 12 avril 1943) 220

1943

- 26 janvier — Ordonnance concernant la rémunération des fonctionnaires et agents des services publics retenus en France. (Arrêté de promulgation n° 204 Cab. du 4 avril 1943) 221
- 1^{er} février — Décision portant règlement au sujet de la création d'une section technique de la santé publique 221
- 3 février — Ordonnance concernant la suspension éventuelle de l'exercice de l'action publique. (Arrêté de promulgation n° 205 Cab. du 4 avril 1943) 221
- 5 février — Ordonnance sur le caractère exécutoire des ordonnances et décisions du commandant en chef français civil et militaire. (Arrêté de promulgation n° 207 Cab. du 4 avril 1943) 222
- 5 février — Ordonnance instituant un haut-conseil économique. (Arrêté de promulgation n° 206 Cab. du 4 avril 1943) 222
- 8 février — Ordonnance sur les dispenses en matière de mariage. (Arrêté de promulgation n° 208 Cab. du 4 avril 1943) 223
- 12 février — Décision fixant l'organisation et le fonctionnement du haut-conseil économique. (Arrêté de promulgation n° 206 Cab. du 4 avril 1943) 222
- 12 février — Ordonnance portant organisation de la Légion française des anciens combattants. (Arrêté de promulgation n° 215 Cab. du 9 avril 1943) 223
- 12 février — Décision prise pour l'application de l'ordonnance du 12 février 1943 portant organisation de la Légion

française des anciens combattants. (Arrêté de promulgation n° 215 Cab. du 9 avril 1943) 224

- 16 février — Ordonnance accordant le bénéfice de la franchise postale aux marins de la marine de commerce. (Arrêté de promulgation n° 209 Cab. du 4 avril 1943) 225

- 17 février — Ordonnance ouvrant un compte hors budget dans la comptabilité du trésorier général de l'A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 210 Cab. du 4 avril 1943) 225

- 19 février — Ordonnance refusant, pendant les hostilités, la faculté de former un recours en grâce aux condamnés pour infraction contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat. (Arrêté de promulgation n° 211 Cab. du 4 avril 1943) 226

- 20 février — Ordonnance portant organisation et répartition des attributions civiles du Commandement en chef français civil et militaire 226

- 20 février — Décision fixant les attributions du cabinet du commandant en chef français civil et militaire. 226

- 21 février — Décision portant règlement fixant les attributions du sous-secrétaire au commerce extérieur 227

- 23 février — Décision portant création d'un conseil supérieur du crédit 227

- 26 février — Décision portant suppression des groupements du service d'ordre légionnaire (S. O. L.). (Arrêté de promulgation n° 215 Cab. du 9 avril 1943) 225

- 26 février — Décision réglementant la liquidation des associations de veuves de guerre. (Arrêté de promulgation n° 215 Cab. du 9 avril 1943) 225

- 14 mars — Ordonnance relative à la nullité des actes constitutionnels, lois et décrets postérieurs au 22 juin 1940. (Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943) 227

- 14 mars — Ordonnance concernant la validation provisoire de la législation postérieure au 22 juin 1940 en vigueur dans les territoires relevant du général d'armée, commandant en chef français civil et militaire. (Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943) 228

14 mars	— Ordonnance portant validation définitive des situations acquises et des jugements rendus postérieurement au 22 juin 1940. (<i>Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943</i>)	228
14 mars	— Ordonnance relative à la reprise du fonctionnement des assemblées élues de l'Algérie, du Maroc, de l'A. O. F. et de la Tunisie non occupée qui étaient instituées à la date du 22 juin 1940. (<i>Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943</i>)	229
14 mars	— Ordonnance relative à la nullité des mesures prises à l'encontre des juifs postérieurement au 22 juin 1940. (<i>Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943</i>)	229
14 mars	— Ordonnance relative à la réinvestiture ou à la réintégration des titulaires de mandats, des fonctionnaires ou agents exclus de leur mandat ou de leur emploi, en raison de leur appartenance à des associations secrètes. (<i>Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943</i>)	229
14 mars	— Ordonnance relative à la formule exécutoire. (<i>Arrêté de promulgation n° 216 Cab. du 9 avril 1943</i>)	229
Rectificatif au J. O. du Togo du 16 février 1943 (ordonnance du 20 décembre 1942 instituant une délégation provisoire pour les entreprises privées de leurs dirigeants)		230

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1943

25 janvier	— N° 279 p. — Arrêté général suspendant provisoirement les congés administratifs et instituant des congés spéciaux, <i>rendu applicable au Togo par arrêté local n° 193 p. du 29 mars 1943</i>)	230
30 janvier	— N° 395 s. e. — Arrêté général créant un comité central des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. et du Togo	230
22 mars	— N° 1166 s. e. c. — Arrêté général complétant l'arrêté n° 1030 s. e. c. du 10 mars 1943 appliquant à certains tabacs d'importation les opérations de péréquation	231
23 mars	— N° 1200 A. P. — Arrêté général autorisant la constitution de l'association dénommée Conseil Protestant de la Jeunesse	231
24 mars	— N° 1207 T. P. — Arrêté général fixant la composition de la commission technique spéciale donnant avis sur le retrait ou la suspension du permis de conduire	231
24 mars	— N° 1214 s. e. — Arrêté général interdisant l'exercice et la pratique de la chasse sur le domaine forestier classé	231
28 mars	— N° 1271 c. m. 1 — Arrêté général relatif au recensement et à la révision des jeunes gens de statut français appartenant à la classe 1944	232
Additif à l'arrêté général n° 719 du 22 février 1943 fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cours d'appel de l'A. O. F. et du Togo pendant l'année 1943.		233

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

19 février	— N° 111 c. d. — Arrêté complétant l'arrêté n° 688 c. d. du 8 décembre 1942 sur la taxe sur les transactions	2
27 mars	— N° 185 A. E. — Arrêté complétant l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation	2
31 mars	— N° 194 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration obligatoire des stocks de kapok	2
3 avril	— N° 199 A. E. — Arrêté portant organisation du service vétérinaire du Togo	2
3 avril	— N° 200 A. E. — Arrêté fixant le nombre des circonscriptions d'élevage au Togo	2
3 avril	— N° 201 A. E. — Arrêté complétant le tableau des franchises postales	2
3 avril	— N° 203 A. E. — Arrêté fixant les prix d'achat du tapioca	2
3 avril	— N° 261 T. P. — Décision fixant le prix de vente à l'administration de l'alcool carburant produit par l'usine Eychemme	23
9 avril	— N° 214 A. E. — Arrêté autorisant la vente libre de la farine lactée	23
9 avril	— N° 217 p. — Arrêté accordant l'indemnité de séparation du foyer et le complément familial de cette indemnité au personnel en service au Togo bénéficiant d'un congé spécial en Afrique du Nord	23
Personnel		23
Divers		24

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

Note concernant les bonifications de classes accordées à l'article 7 de l'arrêté général n° 191 c. m. 3 du 15 janvier 1943 sur la mobilisation en A. O. F. et au Togo	25
---	----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	251
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Réglementation routière

N° 230 T. P. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

12 avril 1943. — Est promulgué au territoire du Togo, le décret du 14 mars 1942 abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 45 du décret du 21 juin 1934 portant réglementation routière en A. O. F. et au Togo (retrait du permis de conduire).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 21 juin 1934, portant réglementation routière en Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 14 février 1935 et 6 mars 1936;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 45 du décret du 21 juin 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 45. — 1^o — Toute condamnation pour infraction au présent règlement peut entraîner le retrait temporaire ou définitif du permis de conduire.

« Le permis de conduire devra être obligatoirement et définitivement retiré dans le cas de contravention aggravée par l'ivresse ou lorsque le contrevenant se sera rendu coupable du délit de fuite.

« Lorsque, à la suite de la constatation d'un accident grave, la responsabilité du conducteur sera établie par l'enquête sommaire sur les lieux, le chef de la colonie ou du territoire où s'est produit l'accident pourra prononcer la suspension temporaire du permis jusqu'à la décision judiciaire à intervenir;

« 2^o — Tout arrêté portant retrait définitif ou temporaire ou suspension du permis de conduire sera pris après avis d'une commission technique spéciale, le titulaire du permis ou son représentant ayant été entendu ou régulièrement convoqué à cette fin. La composition et le fonctionnement de cette commission technique spéciale seront fixés par un arrêté du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française. L'arrêté prononçant le retrait ou la suspension ne peut être rapporté par l'autorité qui l'a prononcé que sur l'avis conforme de ladite commission ».

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret.

Fait à Vichy, le 14 mars 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
secrétaire d'Etat aux colonies par intérim,
Général BERGERET.*

**Rémunération du personnel des services publics
retenus en France**

N^o 204 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 26 janvier 1943 concernant la rémunération des fonctionnaires et agents des services publics retenus en France.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance en date du 19 décembre 1942, relative à la prise en charge des obligations du trésor métropolitain;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents des administrations et services publics de l'Afrique française retenus en France auront, à compter du 1^{er} novembre 1942, leur rémunération conservée par inscription à un compte provisoire qui sera tenu par l'ordonnateur dont ils relèvent.

Toutefois, lorsqu'ils résident en Afrique française, les ayants-droit d'un tel fonctionnaire ou agent marié seront admis, sur leur demande expresse, au bénéfice d'une délégation d'office.

ART. 2. — La délégation d'office comprendra :

1^o — L'intégralité des indemnités pour charges de famille;

2^o — 50% du solde des émoluments.

Toutefois, à titre exceptionnel, l'ordonnateur pourra proposer une augmentation de ce dernier pourcentage. La décision sera prise par l'ordonnateur primaire, après accord du secrétaire aux finances.

ART. 3. — Les émoluments des fonctionnaires visés par l'ordonnance du 19 décembre 1942 fixant le régime des avances remboursables et dont la famille directe (telle que l'a déterminée le code civil au regard des obligations alimentaires) réside dans la métropole, seront l'objet d'une retenue d'une délégation d'office, telle qu'elle est fixée par l'article 2 ci-dessus.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux prendront toutes mesures nécessaires pour rendre, en tant que de besoin, la présente ordonnance applicable sur les territoires qui dépendent de leur autorité.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 26 janvier 1943.

H. GIRAUD.

Santé publique

DECISION du 1^{er} février 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Haut-Commissariat une section technique de la santé publique, chargée de coordonner, sous l'autorité du haut-commissaire, l'action des autorités locales en matière de santé publique.

ART. 2. — Les attributions de la section technique de la santé publique sont les suivantes :

1^o — préparation des décisions et directives du haut-commissaire concernant la santé publique;

2^o — coordination du ravitaillement sanitaire des territoires relevant de l'autorité du haut-commissaire;

3^o — répartition des ressources en personnel et matériel sanitaires entre les besoins militaires et civils pour l'ensemble des territoires;

4^o — centralisation et diffusion des renseignements de caractère général concernant la santé publique;

5^o — liaison avec les autorités sanitaires des armées alliées.

ART. 3. — Le comité permanent d'hygiène et d'épidémiologie de l'Afrique du Nord est transformé en comité permanent d'hygiène et d'épidémiologie du Haut-Commissariat et rattaché à la section technique de la santé publique au Haut-Commissariat.

Alger, le 1^{er} février 1943.

*Pour le général d'armée Giraud,
Le général de division aérienne,
haut-commissaire adjoint,*

BERGERET.

Exercice de l'action publique

N^o 205 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 3 février 1943 concernant la suspension éventuelle de l'exercice de l'action publique.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'à la cessation des hostilités, les procureurs généraux près les cours d'appel s'ils estiment que la paix publique peut être troublée par un acte d'instruction ou de poursuite d'une infraction, pourront, nonobstant la constitution de partie civile, ordonner la suspension de l'exercice de l'action publique.

Toutes prescriptions et tous délais concernant l'action publique comme l'action civile seront suspendus simultanément de plein droit.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 3 février 1943.

H. GIRAUD.

**Application des actes
du commandant en chef français, civil et militaire**

N° 207 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 5 février 1943 sur le caractère exécutoire des ordonnances et décisions du commandant en chef français, civil et militaire.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les ordonnances et les décisions du commandant en chef français, civil et militaire sont applicables, sauf dispositions expresses contraires, à tous les territoires relevant de son autorité.

ART. 2. — En Algérie, la publication des ordonnances et des décisions du commandant en chef résulte de leur insertion au *Journal officiel* du Commandement en chef. Elles sont obligatoires, dans l'étendue de chaque arrondissement algérien, un jour franc après que le *Journal officiel* qui les contient sera parvenu au chef-lieu de cet arrondissement.

ART. 3. — Pour les autres territoires, les ordonnances et décisions du commandant en chef seront rendues obligatoires dans le cadre de leur statut législatif particulier.

Toutefois, en ce qui concerne les territoires relevant de l'autorité de la Vice-Résidence de Tunisie, les ordonnances, décisions portant règlement et décisions du commandant en chef seront obligatoires pour la ville, chef-lieu de la Vice-Résidence, un jour franc à partir du jour où le *Journal officiel* du Commandement en chef y sera parvenu, et, pour les circonscriptions, trois jours francs à partir du jour où ce *Journal* sera parvenu au chef-lieu de la circonscription.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 5 février 1943.

H. GIRAUD.

Haut Conseil économique

N° 206 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 5 février 1943 instituant un haut-conseil économique;

2° — la décision du 12 février 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du haut-conseil économique.

ORDONNANCE du 5 février 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un haut-conseil économique chargé d'étudier les questions relatives au maintien et au développement de la vie économique.

ART. 2. — Les membres du haut-conseil économique seront désignés par les gouverneurs et résidents généraux. Chacun des territoires soumis à l'autorité du commandant en chef sera représenté par cinq membres français et indigènes. Ces membres seront choisis de telle sorte que la composition du comité assure une représentation équitable des différentes activités.

ART. 3. — Le conseil se réunira régulièrement une fois par trimestre et extraordinairement toutes les fois que les circonstances l'exigeront.

ART. 4. — Le secrétaire général du commandant en chef est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 5 février 1943.

H. GIRAUD.

DECISION du 12 février 1943.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMMANDANT EN CHEF,

Vu l'ordonnance du 5 février 1943, créant un haut-conseil économique;

DECIDE :

TITRE PREMIER

ORGANISATION DU HAUT-CONSEIL ÉCONOMIQUE

I. — Le haut-conseil économique est composé de membres nommés par les gouverneurs et résidents généraux. Chacun des territoires soumis à l'autorité du commandant en chef sera représenté par cinq membres français et indigènes. Ces membres seront choisis de telle sorte que la composition du comité assure une représentation équitable des différentes activités.

II. — Les membres du haut-conseil économique sont nommés pour un an.

III. — Le secrétaire à la production est président du haut-conseil économique.

IV. — Le secrétaire général du commandant en chef nomme, chaque année, un vice-président, sur proposition du président du conseil économique, sur une liste de trois noms présentés par le conseil.

V. — Le haut-conseil économique dispose d'un secrétariat permanent. Le personnel du secrétariat permanent est rattaché pour ordre au secrétariat à la production.

VI. — Le haut-conseil économique organise des commissions permanentes dont le nombre et la compétence sont soumis à l'agrément du secrétaire à la production. Des commissions temporaires peuvent être instituées par le haut-conseil économique pour l'étude de problèmes particuliers.

Ces commissions permanentes ou temporaires nomment elles-mêmes leurs présidents et leurs rapporteurs. Elles peuvent demander le concours d'experts, sur agrément du secrétaire à la production.

VII. — Les membres du haut-conseil économique et les experts sont tenus au secret professionnel.

TITRE II

FONCTIONNEMENT DU HAUT-CONSEIL ÉCONOMIQUE

1. — Le haut-conseil économique est chargé :

- 1^o — de donner son avis sur les projets dont il est saisi par le secrétaire à la production ;
- 2^o — de formuler des vœux qui sont transmis au secrétaire à la production.

II. — Les projets présentés à l'avis du conseil par le secrétaire à la production sont remis au début de chaque session.

Ils sont étudiés dans leurs grandes lignes au cours de la session et envoyés à la commission permanente compétente qui établit un rapport à leur sujet.

Ce rapport est examiné au cours de la session suivante et l'avis définitif est transmis par le conseil au secrétaire à la production.

En cas d'urgence, le secrétaire à la production peut, entre deux sessions, saisir directement la commission permanente compétente, sans attendre la session régulière. Il peut demander à la commission permanente compétente de lui donner son avis dans les moindres délais, sans attendre la session suivante du haut-conseil économique.

Il est, dans ce cas, rendu compte au conseil, dans la plus prochaine session, des avis ainsi formulés entre sessions.

III. — Les vœux émis par le conseil sont déposés au secrétariat permanent du conseil par un membre quelconque du conseil, et suivent alors la procédure indiquée ci-dessus.

Entre sessions, et en cas d'urgence, chaque membre peut adresser des vœux aux commissions compétentes qui les transmettent après discussion, au secrétaire à la production.

Il en est rendu compte à la plus prochaine session du conseil.

IV. — Le secrétariat permanent du haut-conseil économique a pour fonctions :

d'assurer la bonne marche matérielle des travaux du haut-conseil économique et de ses commissions permanentes ;

de servir de liaison entre le haut-conseil économique et ses commissions permanentes avec le secrétariat à la production et les divers services intéressés ;

de servir de liaison entre le haut-conseil économique et le conseil financier, suivant modalités à préciser ultérieurement.

V. — Les fonctions de membre du haut-conseil économique sont gratuites. Les membres perçoivent une indemnité destinée à couvrir leurs frais de voyage et de séjour.

VI. — Le secrétaire à la production et au commerce est chargé de l'exécution de la présente décision portant règlement.

Fait à Alger, le 12 février 1943.

*Le général de division aérienne,
secrétaire général,
BERGERET.*

Dispenses en matière de mariage

N^o 208 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 8 février 1943 sur les dispenses en matière de mariage.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le commandant en chef statue sur les dispenses d'âge et les dispenses pour cause de parenté ou d'alliance, prévues par le code civil.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'État.

Alger, le 8 février 1943,
H. GIRAUD.

Légion Française des Anciens Combattants

N^o 215 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

9 avril 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1^o — l'ordonnance du 12 février 1943 portant organisation de la Légion Française des Anciens Combattants ;

2^o — la décision du 12 février 1943 prise pour l'application de l'ordonnance du 12 février 1943 ;

3^o — la décision du 26 février 1943 portant suppression des groupements du service d'ordre légionnaire (S. O. L.) ;

4^o — la décision du 26 février 1943 réglementant la liquidation des associations de veuves de guerre.

ORDONNANCE du 12 février 1943 portant organisation de la Légion Française des Anciens Combattants.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS,
CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La Légion Française des Anciens Combattants est l'organe unique par lequel s'exerce, sur les territoires relevant du commandant en chef français, civil et militaire, l'action sociale et morale des anciens combattants.

La Légion est reconnue d'utilité publique ; elle a rang officiel.

ART. 2. — La Légion des Anciens Combattants a pour mission :

1^o — de grouper, au service de la France, tous les anciens combattants ;

2° — d'assurer la défense des intérêts moraux et matériels des anciens combattants.

ART. 3. — Le commandant en chef français, civil et militaire assure la présidence de la Légion, règle l'organisation de son commandement et les principes de son administration. Il est assisté d'un Directoire général, siégeant à Alger.

ART. 4. — Le Directoire général comprend :
les divers chefs provinciaux,
les représentants des armées de terre, de mer et de l'air,
le secrétaire général de la Légion.

ART. 5. — Pourront être membres de la Légion des Anciens Combattants tous les titulaires de la carte de combattant (guerre de 1914 et T. O. E.) ainsi que les combattants de la guerre de 1939 remplissant les conditions qui seront définies par une décision réglementaire du commandant en chef français, civil et militaire.

ART. 6. — Sont ou demeureront dissoutes toutes les associations qui ont pour objet de grouper les anciens combattants et les veuves de guerre. Leurs biens, meubles ou immeubles sont dévolus à la Légion des Anciens Combattants, qui possèdera la personnalité morale et aura la capacité de faire tous les actes ou opérations se rattachant à son objet.

La Légion est représentée dans ces actes par son secrétaire général.

ART. 7. — La disposition de l'alinéa 1^{er} de l'article précédent ne concerne ni les amicales régimentaires ou corporatives d'anciens combattants, ni les sociétés mutuelles d'anciens combattants, ni les associations ayant pour objet de venir en aide aux invalides de la guerre ou aux veuves, orphelins ou ascendants de soldats morts pour la France.

ART. 8. — Le contrôle financier de la Légion des Anciens Combattants est exercé par le directeur de la banque de l'Algérie.

ART. 9. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente ordonnance.

ART. 10. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 12 février 1943.

H. GIRAUD.

DECISION portant règlement prise pour l'application de l'ordonnance du 12 février 1943, réglementant la Légion Française des Anciens Combattants.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Pour faire partie de la Légion Française des Anciens Combattants, il faut être ancien combattant.

La qualité d'ancien combattant est reconnue :

1° — Aux combattants de la guerre de 1914-1918, titulaires de la carte de combattant;

2° — Aux combattants des T. O. E. titulaires de la carte de combattant;

3° — Aux combattants de la guerre de 1939 auxquels la qualité d'anciens combattants est reconnue par les circulaires du ministre de la défense nationale.

Les étrangers répondant aux conditions précédentes pourront être admis à la Légion des Anciens Combattants s'ils ont servi dans la Légion étrangère.

ART. 2. — Dans chaque territoire (colonie ou protectorat) relevant du commandant en chef français, civil et militaire, la Légion est placée sous l'autorité du gouverneur général ou du résident général et sous la direction d'un chef provincial.

ART. 3. — Entre le territoire et les communes ou circonscriptions, sont institués des échelons régionaux, aux chefs-lieux des départements en Algérie, aux chefs-lieux des régions au Maroc et des contrôles civils en Tunisie.

Un chef de district est placé à la tête de chacune des colonies en A. O. F.

L'organisation des échelons régionaux sera fixée par une instruction.

ART. 4. — Dans chaque commune ou circonscription, la Légion est dirigée par un chef de section nommé par le chef provincial.

Le chef de section est assisté d'un conseil légionnaire qu'il préside et qui comprend de 2 à 6 membres, désignés par le chef de section.

L'un des membres du conseil est chargé spécialement du service de secours aux prisonniers de guerre. Un autre veille à la liaison entre la Légion et les combattants du front.

ART. 5. — Une cour d'honneur siégeant à Alger, placée sous l'autorité directe du commandant en chef français, civil et militaire est présidée par l'un des membres du Directoire général. Elle comprend en outre 8 membres désignés par le commandant en chef français, civil et militaire.

Elle est chargée de maintenir à la Légion les traditions de l'honneur combattant et de régler, en dernier ressort, les différends qui peuvent surgir au sein de la Légion.

ART. 6. — Au chef-lieu de chaque département pour l'Algérie ou au chef-lieu de tout autre territoire relevant du commandant en chef français, civil et militaire, est institué un tribunal d'honneur, composé de 5 membres choisis par le chef provincial.

Ces tribunaux sont chargés de statuer en première instance sur tous les différends qui peuvent surgir au sein de la Légion.

Les juridictions connaissant en appel des contestations soulevées par l'admission ou la radiation des légionnaires, pourront demander, après approbation du chef de la Légion, la délivrance d'un bulletin n° 2 du casier judiciaire des intéressés.

ART. 7. — Le secrétaire général de la Légion est chargé de la direction administrative et de veiller à l'application des ordres donnés à la Légion par le commandant en chef français, civil et militaire.

ART. 8. — Toutes dispositions contraires à la présente décision sont abrogées.

Alger, le 12 février 1943.

H. GIRAUD.

DÉCISION du 26 février 1943 portant suppression des groupements du service d'ordre légionnaire (S. O. L.).

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 12 février 1943, fixant le statut de la Légion française des anciens combattants;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les groupements du service d'ordre légionnaire (S. O. L.) sont supprimés.

ART. 2. — Le secrétaire général de la Légion des Anciens Combattants est chargé de veiller à l'exécution de la présente décision.

Alger, le 26 février 1943.

H. GIRAUD.

DÉCISION du 26 février 1943 réglementant la liquidation des associations de veuves de guerre.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 12 février 1943, fixant le statut de la Légion française des anciens combattants;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La liquidation des associations de veuves de guerre, dissoutes par l'article 6 de l'ordonnance susvisée, sera assurée par un liquidateur nommé pour chaque association par l'assemblée générale.

La nomination de ce liquidateur devra intervenir dans le mois qui suivra la publication de la présente décision.

ART. 2. — Le produit de la liquidation sera affecté à la Légion Française des Anciens Combattants qui, en contre-partie, supportera les charges des associations dissoutes.

La Légion est chargée de veiller à l'exécution de la liquidation.

ART. 3. — Pour les associations qui, outre les veuves de guerre, groupent d'autres associés qui, aux termes des lois en vigueur restent soumis à la loi du 1^{er} juillet 1901, il sera procédé à l'établissement d'un inventaire estimatif que dressera un curateur nommé par l'assemblée générale de l'association dans les conditions prévues à l'article 1^{er}.

Une ventilation sera établie proportionnellement au nombre de membres que représentent les veuves de guerre, membres de l'association dans l'ensemble des associés.

La part proportionnelle au nombre des veuves de guerre sera versée sous forme de deniers, à la Légion Française des Anciens Combattants.

ART. 4. — Le secrétaire à l'intérieur est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision.

Alger, le 26 février 1943.

H. GIRAUD.

Franchise postale

N° 209 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 16 février 1943 accordant le bénéfice de la franchise postale aux marins de la marine de commerce.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 30 mai 1871 et le décret du 18 avril 1939;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les marins de la marine de commerce sont admis au bénéfice du décret du 18 avril 1939, concernant la franchise postale.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 16 février 1943.

H. GIRAUD.

Rachat de produits

N° 210 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 17 février 1943 ouvrant un compte hors budget dans la comptabilité du trésorier général de l'A. O. F.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 27 octobre 1940, relative à l'achat de produits coloniaux et les textes qui l'ont modifiée ou complétée;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert, dans la comptabilité du trésorier général de l'Afrique occidentale française, un compte hors budget intitulé : « Gouvernement général de l'A. O. F. S/C de rachat des produits ».

ART. 2. — Ce compte sera crédité :

1° — Du reliquat des autorisations de dépenses non utilisées à la date de la signature de la présente ordonnance;

2° — De la valeur des produits déjà rachetés par l'administration, sur le compte 12-47, au fur et à mesure de la vente de ces produits sur place ou à l'extérieur;

3° — Du remboursement des avances qui seront faites éventuellement aux banques désormais chargées du rachat de ces produits pour le compte du Gouvernement général.

Il sera débité :

1° — Des avances faites aux banques, pour le rachat des produits, s'il y a lieu;

2° — De la valeur des produits qui, n'ayant pu être exportés pour raisons de force majeure, auront été condamnés dans les formes régulières. Le procès-verbal justifiera ces débits, dans la comptabilité du trésorier général.

ART. 3. — Dès que prendront fin les rachats de produits par l'administration, le solde du compte « Gouvernement général de l'A.O.F. S/C de rachat des produits » sera transporté au compte 12-47 « Achat sur place de denrées coloniales ».

Ce dernier devra être remboursé du prix de rachat de tous les produits dont il a ou aura été débité, jusqu'à l'intervention des banques désignées par l'administration pour ce financement, déduction faite cependant, de la valeur des produits qui auront été condamnés depuis l'origine jusqu'à la fin des opérations de rachat par l'administration.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 17 février 1943.

H. GIRAUD.

Recours en grâce

N° 211 Cab. — Par arrêté du commissaire, de France au Togo, en date du :

4 avril 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 19 février 1943 refusant, pendant les hostilités, la faculté de former un recours en grâce aux condamnés pour infraction contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités, les individus condamnés pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat ou contre la sûreté intérieure de l'Etat, c'est-à-dire prévue ou réprimée soit par les articles 75 à 108 du code pénal, soit par les articles 235 à 239 du code de justice militaire, ne seront plus admis à formuler un recours en grâce.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celle de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 19 février 1943.

H. GIRAUD.

Organisation administrative**ORDONNANCE du 20 février 1943.**

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu les délibérations du conseil impérial en date des 26 décembre 1942 et 5 février 1943;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'exercice de ses attributions civiles, le général d'armée, commandant en chef français, civil et militaire dispose :

- d'un secrétaire général,
- d'un délégué général aux affaires inter-alliées,
- des secrétaires aux relations extérieures,
- aux finances,
- à l'intérieur,
- à la production, à la distribution et au commerce,
- à l'information,
- d'un sous-secrétaire au commerce extérieur.

Le commandant en chef dispose d'un cabinet.

ART. 2. — Le secrétaire général prépare pour le commandant en chef l'exercice de ses prérogatives en ce qui concerne les affaires civiles.

Il a la délégation permanente de la signature du commandant en chef pour toutes celles de ces affaires que le commandant en chef ne réserve pas à sa décision personnelle.

Les affaires civiles réservées qui émanent des secrétariats ou des services relevant de son autorité sont adressées par son intermédiaire au commandant en chef pour signature.

Le secrétaire général dirige et coordonne l'activité des secrétariats et des services directement rattachés.

Les affaires concernant le personnel ou l'administration de la justice, ainsi que les questions intéressant la jeunesse et les sports, sont traitées par le secrétariat général.

Le conseiller législatif est rattaché au secrétariat général.

ART. 3. — Les affaires sont réparties comme suit, entre les différents secrétariats :

Secrétariat aux relations extérieures. — Négociations avec les pays étrangers, liaison entre le Commandement en chef français, civil et militaire et les postes diplomatiques et consulaires à l'étranger; blocus.

Secrétariat aux finances. — Budget; trésorerie; monnaie; change; politique des prix et des salaires; crédit; centralisation des avances extérieures; dette intérieure et extérieure; questions de principe intéressant les fonctionnaires et le personnel civil; administration du personnel civil des secrétariats.

Secrétariat à l'intérieur. — Politique intérieure, maintien de l'ordre et contrôle de l'exécution; affaires administratives; affaires indigènes; instruction publique.

Secrétariat à la production, à la distribution et au commerce. — Orientation et coordination en ce qui concerne les productions agricoles, industrielles et minières, ainsi que les transports et grands travaux; répartition des ressources en denrées, matériaux, matériels, entreprises et services; programme d'importation et d'exportation de marchandises; postes, télégraphes, téléphones.

Secrétariat à l'information. — Informations (presse, radio, cinéma); orientation; diffusion; censure.

Sous-secrétariat au commerce extérieur. — Importations, exportations; balance des échanges commerciaux avec l'étranger.

Une décision détermine la subordination de ce sous-secrétariat vis-à-vis des secrétariats aux finances et à la production et sa liaison avec le délégué général aux relations inter-alliées.

ART. 4. — Le délégué général aux affaires inter-alliées dépend directement du commandant en chef. Il a pour attributions d'étudier et de négocier toutes les questions que se réserve le commandant en chef dans le domaine des relations inter-alliées dans les conditions définies par un ordre de mission particulier.

ART. 5. — L'organisation du cabinet et des services rattachés est fixée par décision du commandant en chef.

ART. 6. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi de l'Etat.

Alger, le 20 février 1943.

H. GIRAUD.

DECISION du 20 février 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

Le commandant en chef français, civil et militaire dispose d'un cabinet (civil et militaire).

1° — Le cabinet est un organe de liaison entre le commandant en chef et les différents services civils et militaires, ainsi qu'entre ces derniers.

2° — Toutes les affaires civiles soumises à la décision du commandant en chef sont adressées au cabinet qui est tenu informé de toutes les autres questions importantes.

3° — Au cabinet, sont rattachés :
 le service des renseignements, de la sécurité militaire et des contrôles techniques;
 le service du chiffre;
 le comité de défense nationale dont les attributions sont précisées par une décision spéciale;
 le service automobile du Commandement en chef.

Alger, le 20 février 1943.

H. GIRAUD.

DECISION du 21 février 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sous l'autorité du secrétaire général auprès du commandant en chef français, le sous-secrétaire au commerce extérieur définit la politique du commerce extérieur de l'Afrique française.

ART. 2. — Il en coordonne les mesures d'exécution. Il relève à ce titre :

du secrétaire à la production, qui fixe les produits dont l'importation est nécessaire, ceux dont l'exportation est possible;

du secrétaire aux finances, qui fixe les principes selon lesquels seront effectués les règlements commerciaux.

ART. 3. — Il est chargé de la conduite des négociations commerciales engagées avec les nations étrangères.

A cet effet, il est en liaison permanente avec le délégué général aux relations inter-alliées et le secrétaire aux relations extérieures et tient le secrétaire général informé de la marche de ces négociations.

Alger, le 21 février 1943.

H. GIRAUD.

Conseil supérieur du crédit

DECISION du 23 février 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — *Dénomination.* — Le commandant en chef est assisté d'un « conseil supérieur du crédit ».

ART. 2. — *Attributions.* — Le conseil supérieur du crédit a trois séries d'attributions :

a) il coordonne les décisions des comités locaux d'organisation professionnelle bancaire : il peut leur donner des directives;

b) à la demande du secrétaire aux finances, il donne son avis :

sur les questions intéressant la politique de crédit, notamment en ce qui concerne les conditions d'émissions publiques ou privées et la fixation du taux de l'intérêt;

sur les questions mettant en jeu la politique financière française à l'étranger, notamment en matière de gestion des avoirs français et généralement pour tout ce qui concerne le change;

sur les questions concernant les règlements financiers et les transferts de capitaux entre l'étranger et les pays de l'Afrique française, et entre ces pays entre eux, notamment en matière d'échanges internationaux;

sur les opérations de financement bancaire comportant la garantie du trésor public;

sur les questions de réglementation des marchés financiers, notamment quant au fonctionnement des bourses et offices de cotation des valeurs mobilières;

c) il émet, de sa propre initiative, des vœux sur toutes questions dans le domaine financier ou monétaire en Afrique française.

ART. 3. — *Composition.* — Le conseil supérieur du crédit est ainsi composé :

l'inspecteur général des finances pour l'Afrique du Nord, chef de mission, représentant le secrétaire aux finances, président;

le trésorier-payeur général de l'Afrique française;

le directeur des finances de l'Algérie;

le directeur des finances de la Tunisie;

le directeur des finances du Maroc;

le directeur des finances de l'Afrique occidentale française;

le directeur général de la banque de l'Algérie;

le directeur général de la banque d'Etat du Maroc;

le directeur général de la banque de l'Afrique occidentale;

un représentant de chacun des comités locaux d'organisation professionnelle bancaire, désigné à cet effet par lesdits comités.

Chacun des membres du conseil supérieur peut être représenté par toute personne à laquelle il a ou aura délégué tous ses pouvoirs.

ART. 4. — *Fonctionnement.* — Le conseil supérieur du crédit se réunit en principe tous les mois à Alger, sur convocation de son président.

Les délibérations du conseil supérieur du crédit font l'objet de conclusions, d'avis et de vœux émis à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante.

A chaque session, le président rend compte au conseil de l'exécution des conclusions prises et expose l'action du secrétaire aux finances en ce qui concerne les avis émis : au cas où il n'aurait pas été donné suite aux conclusions ou aux avis émis, et si le conseil maintient la position antérieurement prise, le différend est soumis au secrétaire général du Commandement en chef.

Alger, le 23 février 1943.

H. GIRAUD.

Ordonnances du 14 mars 1943

N° 216 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

9 avril 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la nullité des actes constitutionnels, lois et décrets postérieurs au 22 juin 1940.

2° — l'ordonnance du 14 mars 1943 concernant la validation provisoire de la législation postérieure au 22 juin 1940 en vigueur dans les territoires relevant du général d'armée, commandant en chef français, civil et militaire.

3^e — L'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation définitive des situations acquises et des jugements rendus postérieurement au 22 juin 1940.

4^e — L'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la reprise du fonctionnement des assemblées élues de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée qui étaient instituées à la date du 22 juin 1940.

5^e — L'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la nullité des mesures prises à l'encontre des juifs, postérieurement au 22 juin 1940.

6^e — L'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la réinvestiture ou à la réintégration des titulaires de mandats, des fonctionnaires ou agents exclus de leur mandat ou de leur emploi, en raison de leur appartenance à des associations secrètes.

7^e — L'ordonnance du 14 mars 1943 relative à la formule exécutoire.

DECLARATION et ORDONNANCE du 14 mars 1943, du commandant en chef français civil et militaire, concernant la validité de la législation en vigueur dans les territoires relevant de son autorité.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Considérant que, le 26 décembre 1942, les représentants de la France en Algérie, au Maroc, en Afrique occidentale française et en Tunisie non occupée ont fait appel au général d'armée Henri Giraud pour assurer une meilleure gestion de l'intérêt commun de leurs territoires et obtenir une plus grande efficacité de la lutte reprise contre l'ennemi aux côtés des alliés; que ces représentants ont agi, en accord avec les populations et suivant la règle légitime de leur statut, comme dépositaires des pouvoirs de la République;

Considérant que ces représentants ont ainsi investi le général d'une mission dont il est comptable vis-à-vis du Gouvernement que désignera le peuple français après sa libération; qu'en attendant, le général agissant en qualité de serviteur de ce peuple doit assurer le respect des territoires, des droits et des intérêts de la France dans la consistance qu'ils avaient antérieurement au 22 juin 1940;

Considérant que, postérieurement au 22 juin 1940, ont été mises en vigueur dans les territoires qui relèvent de l'autorité du général, des règles dont l'origine ne saurait être admise; que s'il est de tradition que les législations survivent aux changements de régime politique ou que les actes des gouvernements de fait soient ratifiés, cette tradition concerne exclusivement des actes accomplis dans le libre exercice de la souveraineté; que cette coutume ne saurait être étendue aux actes d'une autorité qui, subissant la loi de la guerre, a dû soumettre sa législation à l'agrément préalable d'un ennemi qui occupait effectivement les deux tiers du territoire; qu'une telle nécessité a mis obstacle à la libre volonté des autorités dont émane la législation française postérieure au 22 juin 1940; que, dès lors, cette législation est dépourvue de fondement légitime;

Considérant toutefois que cette législation a été appliquée dans les territoires qui relèvent de l'autorité du général; que, dans un but d'ordre, il importe de pourvoir aux exigences créées par cette situation; qu'usant des pouvoirs que lui ont délégués les représentants de la France dans les divers territoires, le général a compétence pour prendre les mesures légales indispensables au règlement d'un état de fait;

En conséquence, le général d'armée, commandant en chef français civil et militaire,

Déclare :

Sont nuls les actes constitutionnels, lois et décrets postérieurs à la date du 22 juin 1940;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera statué par des ordonnances particulières sur le règlement de la situation

de fait résultant de la mise en vigueur des actes constitutionnels, lois et décrets déclarés nuls.

ART. 2. — La présente déclaration et la présente ordonnance seront observée et exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 14 mars 1943 portant validation des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Considérant que, par déclaration et ordonnance de ce jour, sont déclarés nuls les actes constitutionnels, lois et décrets et, en conséquence, tous arrêtés et toutes autres décisions postérieurs au 22 juin 1940;

Considérant toutefois que, dans l'intérêt de l'ordre public et pour assurer la continuité du fonctionnement des institutions comme de la vie sociale, il y a lieu de réputer provisoirement valables les règles générales contenues dans les textes déclarés nuls et appliquées, dans les territoires de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée, postérieurement au 22 juin 1940; que, toutefois, cette validation doit se concilier avec le respect des principes politiques en vigueur le 22 juin 1940 et qui n'ont jamais cessé d'être légitimes; qu'en conséquence, la validation prescrite par la présente ordonnance est provisoire et sera l'objet de ratifications ultérieures, sur la proposition d'une commission spécialement désignée et, au plus tard, dans le délai de deux mois;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les règles prescrites par les lois, décrets, arrêtés et toutes autres décisions postérieurement au 22 juin 1940 sont provisoirement validées.

ART. 2. — Une commission, nommée par le commandant en chef et placée dans sa dépendance directe, examinera s'il y a lieu de maintenir les actes provisoirement validés en appréciant leur conformité avec les principes politiques en vigueur le 22 juin 1940 et qui n'ont jamais cessé d'être légitimes.

ART. 3. — Les actes dont l'abrogation n'aura pas été prononcée dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente ordonnance, seront réputés définitivement ratifiés.

ART. 4. — Les prescriptions ci-dessus énoncées seront appliquées aux pays de protectorat et aux territoires coloniaux suivant le régime qui leur est propre.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 14 mars 1943 portant validation définitive des situations acquises et des jugements rendus postérieurement au 22 juin 1940.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Considérant que, pour éviter un trouble grave, il y a lieu de valider les situations acquises et les jugements rendus postérieurement au 22 juin 1940; que, toutefois, cette validation ne s'étend pas aux vices autres que ceux dérivant de la nullité déclarée par l'ordonnance concernant la validité de la législation postérieure au 22 juin 1940;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les décisions administratives individuelles, les actes unilatéraux ou contractuels de toute nature, les décisions et actes judiciaires de tout ordre ayant fait application des actes constitutionnels, lois, décrets, arrêtés ou toutes autres décisions postérieurs au 22 juin 1940 sont définitivement validés sous réserve des vices autres que ceux dérivant de la nullité déclarée par l'ordonnance concernant la validité de la législation postérieure au 22 juin 1940.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 14 mars 1943 concernant les assemblées élues de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Considérant, d'une part, qu'en conséquence de la déclaration de nullité des lois et décrets postérieurs au 22 juin 1940, les assemblées élues locales fonctionnant sur les territoires de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée, à la date du 22 juin 1940, doivent cesser d'être suspendues;

Considérant, d'autre part, que, par analogie avec les mesures exceptionnelles prises pendant la guerre de 1914-1918 par les dispositions combinées des lois des 24 décembre 1914, 15 avril 1916 et 14 mars 1917, il y a lieu de proroger les pouvoirs des assemblées élues et d'ajourner les opérations de révision des listes électorales et les élections jusqu'à une date qui sera fixée, après la libération du territoire métropolitain, par les pouvoirs publics compétents;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les assemblées élues locales qui étaient instituées à la date du 22 juin 1940, dans les territoires de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique occidentale française et de la Tunisie non occupée, cessent d'être suspendues et fonctionneront suivant les lois et règlements en vigueur le 22 juin 1940.

ART. 2. — Les opérations de révision des listes électorales et les élections sont ajournées jusqu'à une date qui sera fixée, après la libération du territoire métropolitain, par les pouvoirs publics compétents.

ART. 3. — Les pouvoirs des assemblées élues visées à l'article 1^{er} sont prorogés jusqu'à la date prévue à l'article 2.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 5. — Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont abrogées.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

DECLARATION et ORDONNANCE du 14 mars 1943 relatives aux mesures prises à l'encontre des Juifs.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Considérant que, postérieurement au 22 juin 1940, date de l'armistice avec le gouvernement du Reich, des mesures ont été prises à l'encontre des Juifs comme conséquence de l'occu-

pation allemande; que ces mesures portent atteinte au respect de la personne humaine, principe traditionnel du droit français;

Déclare :

Sont nulles les dispositions législatives et réglementaires postérieures au 22 juin 1940 qui contiennent une discrimination fondée sur la qualité de juif,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Toute distinction fondée sur la qualité de juif dans l'état-civil, l'accès et l'exercice des professions, la fréquentation des établissements scolaires de tout ordre est abolie.

ART. 2. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux détermineront, dans le cadre du statut législatif propre à chaque territoire :

1^o — Les conditions et les délais dans lesquels il sera procédé à la réintégration dans les fonctions publiques et les emplois des services publics de ceux qui en ont été exclus du fait de leur qualité de juif;

2^o — Les conditions et les délais dans lesquels, il sera progressivement fait appel dans l'économie privée à ceux qui en ont été exclus du fait de leur qualité de juif;

3^o — Les conditions et les délais dans lesquels seront restitués aux Juifs les biens placés sous administration provisoire.

ART. 3. — Les actes accomplis par les administrateurs provisoires sont déclarés valables, à l'exception des actes de disposition des immeubles ou des fonds et sous réserve des vices autres que ceux dérivant de la nullité ci-dessus déclarée.

ART. 4. — La présente déclaration et la présente ordonnance seront observée et exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 14 mars 1943 relative aux associations secrètes.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les titulaires de mandats, les fonctionnaires ou agents exclus de leur mandat ou de leur emploi, en raison de leur appartenance à des associations secrètes, seront réinvestis ou réintégrés, suivant les conditions fixées par les gouverneurs généraux et résidents généraux, dans le cadre du statut législatif propre à chaque territoire.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

ORDONNANCE du 14 mars 1943 relative à la formule exécutoire.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice, ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous autres actes susceptibles d'exécution forcée, seront intitulées ainsi qu'il suit :

« République Française »

« Au nom du peuple français »
et terminées par la formule suivante :

« En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit arrêt (ou ledit jugement, etc...) à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de première instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, le présent arrêt (ou jugement, etc...) a été signé par... »

ART. 2. — Les porteurs des grosses et expéditions d'actes revêtus de la formule pratiquée précédemment pourront les faire mettre à exécution sans faire ajouter la formule ci-dessus indiquée.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 mars 1943.

H. GIRAUD.

Délégués provisoires aux entreprises

ORDONNANCE n° 49 du 20 décembre 1942

RECTIFICATIF au journal officiel du Togo n° 468 du 16 février 1943.

Page 123, 2^e colonne, article 8, 3^e ligne :

Au lieu de :

« non seulement du vol »

Lire :

« non seulement du dol ».

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Congés spéciaux

N° 279 p. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 25 janvier 1943, les congés administratifs prévus par le décret du 2 mars 1910 et par l'arrêté du 17 mai 1922, portant règlement sur la solde sont provisoirement suspendus.

Pourront être accordés des congés spéciaux limités à trois mois, soit pour une localité quelconque du territoire de l'Afrique occidentale française, soit pour l'Afrique du Nord.

Dans le premier cas, il sera fait application des règles prévues par le décret du 5 septembre 1941.

Dans le second cas, les permissions à destination de l'Afrique du Nord seront accordées exclusivement sur avis motivé du conseil de santé et après autorisation du gouverneur général.

Elles donneront droit, pendant le séjour en Afrique du Nord, à la solde effective telle qu'elle est définie par arrêté du gouverneur général, majorée suivant le cas du supplément marocain de 38%, ou du supplément algérien de 33% et éventuellement des indemnités pour charges de famille.

Les congés spéciaux accordés pour l'Afrique du Nord sont interruptifs du séjour colonial.

Le présent arrêté est rendu applicable aux fonctionnaires des cadres généraux et des cadres communs supérieurs de l'Afrique occidentale française, ainsi qu'au personnel des cadres métropolitains ou coloniaux servant temporairement en Afrique occidentale française.

(Rendu applicable aux fonctionnaires des cadres généraux, des cadres communs supérieurs de l'A.O.F.

et des cadres locaux européens du Togo ainsi qu'au personnel des cadres métropolitains ou coloniaux servant temporairement au Togo, par arrêté local n° 193 p. du 29 mars 1943).

Groupements professionnels coloniaux

ARRETE N° 395 S. E. du 30 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et tous les actes ultérieurs le modifiant;

Vu la loi du 6 décembre 1940, relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, modifiée le 3 mars 1941;

Vu l'ordonnance n° 35 du 6 décembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française à Alger;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires de l'Afrique occidentale française et du Togo, il est créé un comité central des groupements professionnels coloniaux, composé des six groupements suivants :

1° — Groupement des productions agricoles et forestières;

2° — Groupement des productions industrielles;

3° — Groupement des productions minières;

4° — Groupement du commerce;

5° — Groupement des transports;

6° — Groupement du crédit.

Chaque groupement comprendra autant de sections et de sous-sections que le nécessitera l'exercice d'activités particulières.

ART 2. — Les présidents et vice-présidents du comité central, des groupements et des sections et des sous-sections seront nommés pour une durée d'un an, avec faculté de renouvellement, par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

ART. 3. — Le gouverneur général désigne un commissaire du Gouvernement pour le représenter auprès du comité.

Des commissaires-adjoints du Gouvernement sont nommés par le gouverneur général auprès de chacun des groupements.

ART. 4. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française est dirigé par un conseil comprenant : le président et les vice-présidents du comité, le président ou, à défaut, un vice-président de chacun des groupements et le commissaire du Gouvernement.

Le gouverneur général peut appeler à siéger dans le conseil à titre consultatif des fonctionnaires ou des personnalités qualifiées.

ART. 5. — Le comité central est chargé, sous l'autorité du gouverneur général :

1° — De préparer et de proposer au gouverneur général, suivant les directives qu'il aura fixées, les programmes de production et d'exportation des produits coloniaux ou de ravitaillement des colonies;

2° — De proposer au gouverneur général, sur sa demande, les règles à imposer aux entreprises, en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, l'acquisition et la répartition des matériels et matières premières, l'emploi de la main-d'œuvre, les modalités des échanges de produits et de services, le souci de la

qualité, le recensement des entreprises, des moyens de production et des stocks, la régularisation de la concurrence et toutes les questions d'ordre professionnel;

3° — De proposer, s'il y a lieu, les prix des produits et services;

4° — De proposer, le cas échéant, toutes mesures visant à constituer ou faire constituer les organismes susceptibles d'assurer une meilleure organisation de l'économie coloniale, au mieux des divers intérêts en présence.

ART. 6. — Les propositions du comité doivent, pour devenir exécutoires, être approuvées par arrêté du gouverneur général, qui peut déléguer, pour certaines catégories de questions, le droit d'approbation au commissaire du Gouvernement.

La coordination entre les groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et les groupements professionnels de l'Afrique du nord sera réglée par arrêtés signés par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et les autorités administratives de l'Afrique du nord.

ART. 7. — En cas d'infraction aux règlements pris en exécution de l'article 5 ci-dessus, le comité propose au gouverneur général les sanctions prévues par l'article 9 de la loi du 6 décembre 1940.

ART. 8. — Un règlement intérieur proposé par le comité central et approuvé par arrêté du gouverneur général fixe les conditions d'organisation et le fonctionnement du comité central et des groupements, ainsi que toutes modalités d'application du présent arrêté.

ART. 9. — Le comité central perçoit les cotisations déjà créées par arrêtés ministériels et celles qui pourront l'être ultérieurement par arrêtés en commission permanente du conseil de Gouvernement. Il établit un budget qui est soumis à l'approbation du gouverneur général. Les comptes seront arrêtés le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice se clôturera le 31 décembre 1943. Les comptes seront soumis à l'approbation du gouverneur général dans un délai de quatre mois après l'expiration de l'exercice.

ART. 10. — Le comité central des groupements professionnels coloniaux de l'Afrique occidentale française et chacun des groupements professionnels sont dotés de la personnalité civile.

Ils sont représentés en justice et dans tous les actes de la vie civile, notamment en ce qui concerne toutes opérations financières et en particulier bancaires, par leur président responsable qui peut déléguer à tel mandataire de son choix tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

ART. 11. — Le présent arrêté qui abroge et remplace l'arrêté n° 4250 du 27 novembre 1942 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 30 janvier 1943.

P. BOISSON.

Tabacs

N° 1166 S. E. C. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de France au Togo, en date du :

22 mars 1943. — L'article 1^{er} de l'arrêté n° 1032 S. E. C./5 du 10 mars 1943 est complété comme suit :

Première phrase :

Après :

... aux tabacs en feuilles ou en côtes,

Ajouter :

et aux tabacs fabriqués d'importation.

Le reste sans changement.

Société

N° 1200 A. P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

23 mars 1943. — Est autorisée en Afrique occidentale française la constitution de l'association dénommée : « Conseil Protestant de la Jeunesse », dont les statuts sont annexés au présent arrêté.

Le siège de cette association est à Dakar.

Réglementation routière

ARRETE N° 1207 T. P. du 24 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A. O. F. modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1923;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 21 juin 1934, portant réglementation routière en A. O. F. promulgué par arrêté du 13 avril 1935, modifié par les décrets des 14 février 1935, 6 mars 1936 et 14 mars 1942;

Sur la proposition du directeur général des T. P.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commission technique spéciale prévue à l'article 1^{er} du décret du 14 mars 1942 promulgué en Afrique occidentale française par l'arrêté du 15 mai 1942, est fixée comme suit :

Président :

Le chef du service local des transports ou son délégué.

Membres :

Le procureur de la République ou son délégué;

Le chef du service spécial de sûreté ou de police ou son délégué.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 mars 1943.

Pour le gouverneur général et par délégation,
Le gouverneur, secrétaire général,

CHAPOULIE.

Chasse

ARRETE général N° 1214 S. E. du 24 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 15 novembre 1935, portant réglementation des terres domaniales en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 4 juillet 1935, relatif au régime forestier en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 13 octobre 1935 portant réglementation de la chasse dans les principaux territoires africains relevant du ministère des colonies, notamment en son article 23;

Vu le décret du 10 septembre 1942, réorganisant le cadre général des eaux, forêts et chasses des colonies;

Sur la proposition de l'inspecteur général des forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La pratique et l'exercice de la chasse, quels que soient les armes, engins ou méthodes utilisés et pour toutes les espèces animales sauvages, sont interdits :

1^o — sur toutes les superficies incorporées dans le domaine forestier classé antérieurement à la date du présent arrêté, sous réserve des exceptions suivantes :

Colonie du Soudan

Forêt du Baoulé classée par arrêté général n° 2536 du 18 juillet 1941.

Colonie de la Guinée

Forêt de Bentaravel classée par arrêté général n° 1669 du 21 août 1936.

Forêt de Fello Diouma classée par arrêté général n° 1669 du 21 août 1936.

Forêt de Quehuel classée par arrêté général n° 1669 du 21 août 1936.

Forêt de Koumbi-Tibi classée par arrêté général n° 1669 du 21 août 1936.

Territoire du Togo

Forêt coutumière du Tohoua;

2^o — sur toutes les superficies qui seront incorporées dans le domaine forestier classé postérieurement à la date du présent arrêté, si l'arrêté même de classement ne comporte aucune disposition contraire ou seulement restrictive.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies du groupe; l'administrateur de la circonscription de Dakar, le gouverneur, commissaire de France au Togo sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 24. mars 1943.

P. BOISSON.

Recensement

ARRETE N° 1271/C. M. I. du 28 mars 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 19 octobre 1915 et le décret du 28 octobre 1915, soumettant aux obligations militaires les originaires des communes de plein exercice du Sénégal;

Vu la loi du 29 septembre 1916, étendant aux descendants des originaires des communes de plein exercice du Sénégal les dispositions de la loi du 19 octobre 1915;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée promulguée en A. O. F. par arrêté du 26 avril, temporairement modifiée par le décret du 8 décembre 1939 (J. O. — A. O. F. du 24 février 1940);

Vu le décret « Colonies » du 5 novembre 1928 sur la nationalité aux colonies, temporairement modifié par décret du 8 décembre 1939 (J. O. — A. O. F. du 24 février 1940);

Vu la dépêche ministérielle « Guerre » n° 19.133 2/8 du 26 novembre 1928, relative aux opérations de recensement;

Vu l'arrêté interministériel du 19 janvier 1933 déterminant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et notamment celles de l'article 98 de cette loi, dans les colonies, pays de protectorat et territoires à mandat situés hors du bassin méditerranéen (J. O. — A. O. F. du 25 février 1933);

Vu l'instruction « Guerre » du 4 décembre 1935 relative au recrutement et à la révision du contingent;

Vu la dépêche ministérielle n° 313-1/E. M. — Col. du 25 février 1941;

Sur la proposition du général d'armée, commandant le théâtre d'opération de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

1^o — Recensement.

ARTICLE PREMIER. — Dès la réception du présent arrêté, les maires ou administrateurs faisant fonction de maire procéderont au recensement des jeunes gens, ayant la qualité de citoyen français, nés ou domiciliés dans leur commune de la classe 1944 (nés entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1924).

Les opérations de recensement devront se terminer :

a) pour les jeunes français européens et assimilés, le 30 avril 1943;

b) pour les jeunes français autochtones, le 1^{er} juin 1943.

Etablissement des tableaux de recensement — Transmission des dossiers — Notices individuelles

Les tableaux de recensement seront établis d'après les règles fixées par l'instruction du 4 décembre 1935 (B. O. P. P. page 4279).

Ces tableaux de recensement comprendront :

Les jeunes gens nés entre le 1^{er} janvier 1924 et le 31 décembre 1924, y compris ceux visés par l'article 12 (2^e et 3^e alinéas) et par l'article 3 (paragraphe 2) de la loi du 31 mars 1928;

Les jeunes gens visés par l'article 6 du décret du 8 décembre 1939;

Les jeunes gens visés par l'article 13 de la loi qui sont devenus français par voie de naturalisation et qui n'ont pas été recensés avec la classe 1943, ainsi que ceux qui deviendront français avant le 30 avril 1943;

Les omis des classes précédentes jusqu'à l'âge de 48 ans;

Les jeunes gens visés à l'article 13 de la loi qui deviendront français entre le 30 avril 1943 et le 1^{er} juin 1943 seront sur leur demande et si le conseil de révision n'a pas terminé ses opérations dans leur canton, inscrits sur les tableaux de recensement.

ART. 2. — Pour le Sénégal et la circonscription de Dakar, les maires et administrateurs adresseront respectivement au gouverneur du Sénégal et au gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar :

1^o — le 5 mai 1943, les notices individuelles des jeunes français européens et assimilés;

2^o — le 5 juin 1943, les notices individuelles des jeunes français autochtones;

Ces notices complétées et signées des maires devront parvenir au bureau de recrutement respectivement :

1^{re} catégorie : le 15 mai 1943;

2^e catégorie : le 10 juin 1943.

Les notices individuelles établies dans les autres colonies du groupe ne seront transmises au bureau

de recrutement de Dakar qu'avec le procès-verbal de la séance ordinaire de révision, dans les huit jours qui suivront la clôture de cette séance;

3^o — le 20 mai 1943, au plus tard, les demandes et dossiers des jeunes gens ayant déclaré ou fait déclarer être atteints d'infirmités ou de maladie pouvant les rendre impropres au service;

le 15 juin 1943, au plus tard, par les jeunes autochtones répondant aux mêmes conditions.

2^o — Révision.

ART. 3. — Les opérations de révision de la classe 1944 (exceptionnellement les ajournés des classes 1942 et 1943 ne seront pas présentés) auront lieu dans toutes les colonies du groupe entre :

1^o — le 25 mai et le 15 juin 1943 pour les jeunes français européens et assimilés;

2^o — le 1^{er} juillet et le 1^{er} août pour les jeunes français autochtones.

De plus, il sera tenu dans chaque colonie du groupe une séance de clôture le 25 juin pour les jeunes gens visés au 1^o ci-dessus et le 15 août pour ceux visés au 2^o.

ART. 4. — Les séances du conseil de révision se tiendront aux lieux ci-après :

1^o — Pour la circonscription de Dakar et le Sénégal : à Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack et Rufisque;

2^o — Pour la Mauritanie : Saint-Louis;

3^o — Pour le Soudan : Bamako;

4^o — Pour la Guinée : Conakry;

5^o — Pour la Côte d'Ivoire : Abidjan;

6^o — Pour le Dahomey, le Togo et le Niger : Porto-Novo.

Le gouverneur du Sénégal et le gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, fixeront les dates de réunion des conseils de révision en accord avec le général d'armée commandant le théâtre d'opérations de l'A. O. F. de telle façon que les conseils de révision de Dakar, Saint-Louis, Thiès, Kaolack et Rufisque aient lieu à des dates différentes.

ART. 5. — Les gouverneurs, le gouverneur des colonies, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, le général d'armée commandant le théâtre d'opérations de l'A. O. F. et le directeur de la sûreté générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 28 mars 1943.

P. BOISSON.

Cour d'appel de l'A. O. F. et du Togo

ADDITIF à l'arrêté général n° 719, du 22 février 1943, fixant la liste des personnes qualifiées pour remplir les fonctions intérimaires du siège dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et du Togo, pendant l'année 1943.

TERRITOIRE DU TOGO

M. Pic (Joseph), administrateur des colonies, docteur en droit.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Taxe sur les transactions

ARRETE N° 111 C. D. du 19 février 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 688 du 8 décembre 1942, sur la taxe sur les transactions;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général, haut-commissaire de France au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 688 du 8 décembre 1942, instituant une taxe sur les transactions est remplacé par les dispositions suivantes :

Article Premier. — Sont frappées au Togo, d'une taxe dite taxe sur les transactions, dont le taux est fixé à 2% de leur montant, les ventes mobilières ou immobilières, les fournitures de marchandises ou de services et les affaires de toute nature réalisées par les personnes qui achètent pour revendre, habituellement ou occasionnellement ou qui sont passibles de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

ART. 2. — L'article 3 de l'arrêté est complété comme suit :

5^o — *Les contrats d'assurance.* Toutefois, les commissions ou courtages perçus par les agents représentants, démarcheurs, ou autres intermédiaires à l'occasion de la passation de ces contrats sont soumis à la taxe.

ART. 3. — L'article 4 de l'arrêté est ainsi complété :
Toutefois le montant de la taxe devra être versé lorsqu'il aura été effectivement perçu du fait de l'application de prix taxés ou homologués, ou seulement de prix courants qui englobent la taxe.

ART. 4. — L'article 13 de l'arrêté n° 688 du 8 décembre 1942 est modifié comme suit :

Art. 13. — (*nouveau*) Le chef du service des contributions directes pourra transiger lorsque la valeur des droits compromis et des amendes dues ne dépassera pas 10.000 francs.

Le directeur des contributions directes de l'A. O. F. et du Togo aura qualité pour transiger lorsque la somme excédera 10.000 francs sans dépasser 30.000 francs. Au delà de cette somme, il devra en référer au commissaire de France qui statuera.

ART. 5. — Le tableau des exemptions de l'arrêté n° 688 du 8 décembre 1942 est remplacé par le tableau joint en annexe.

ART. 6. — Le présent arrêté est rendu immédiatement exécutoire.

Lomé, le 19 février 1943.

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté n° 1285 F. 3/C. D. du 29 mars 1943 du gouverneur général, haut-commissaire de France au Togo.

TABLEAU DES EXEMPTIONS

I. — DENRÉES ALIMENTAIRES EXEMPTES DE LA TAXE

(Article 3, § 1^{er} de l'arrêté)

Pain, farine, pâtes alimentaires.

Céréales, manioc, semoules alimentaires.

Légumes, viandes, poissons, coquillages et crustacés, que ces denrées soient fraîches ou séchées, salées ou fumées.

Fruits frais habituellement destinés à l'état naturel à l'alimentation, à l'exception des colas.

Huiles et corps gras, frais ou conservés, d'origine végétale ou animale, consommables en l'état où ils se trouvent au moment de la vente.

Lait, produits laitiers, beurres, fromages, que ces denrées soient fraîches ou de conserve.

Vins ordinaires sans appellation, sel, sucre, glace, repas ou pensions avec vins ordinaires.

II. — MINIMUM IMPOSABLE

(Article 4 de l'arrêté)

Ventes ou fournitures de marchandises ou de biens	100.000 frs.
Fournitures de services	30.000 —

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 185 A. E. du 27 mars 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 663 du 26 novembre 1942, fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

Vu les textes subséquents le modifiant ou le complétant, notamment les arrêtés n° 715 du 17 décembre 1942, 105 du 17 février 1943, 133 du 27 février 1943, 145 du 4 mars 1943 et 169 du 21 mars 1943;

Vu le télégramme n° 148 s. E. c/5 en date du 17 mars 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les marchandises suivantes restent bloquées auprès des commerçants :

Conserves de viandes,

Soude caustique,

Biscuits de mer,

Champagnes et vins mousseux.

Toute opération de vente ou de transfert concernant ces produits reste interdite. Toutefois, des autorisations exceptionnelles de vente pourront, sur justification, être délivrées par le commissaire de France.

ART. 2. — Les biscuits de mer seront ajoutés à la liste des produits dont les stocks sont soumis à l'obligation de la déclaration mensuelle, telle qu'elle est fixée à l'article 2 de l'arrêté n° 133 du 27 février 1943.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 mars 1943.

P. SALICETI.

Kapok

ARRETE N° 194 A. E. du 31 mars 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, promulguée au Togo par arrêté n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E. c/5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942;

Vu le télégramme n° 128 en date du 25 mars 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de kapok existant au territoire à la date du 1^{er} avril 1943 devront faire l'objet d'une déclaration de la part de leurs détenteurs.

ART. 2. — Les déclarations seront adressées dans les 24 heures aux commandants de cercle qui les transmettront sans délai au commissaire de France, accompagnées d'un procès-verbal de vérification établi par un agent qualifié.

ART. 3. — La vérification matérielle de ces stocks sera effectuée en tous lieux par les officiers de police judiciaire et par les agents de la brigade de contrôle des prix et stocks. Aucune entrave ne peut être apportée à leur droit d'investigation.

ART. 4. — Les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions qui précèdent sont celles prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938, conformément aux termes de l'article 10 du décret du 2 mai 1939, complété le 12 janvier 1942.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 31 mars 1943.

Pour le Commissaire de France en tournée,
l'administrateur des colonies de Saint-Alary,
inspecteur des affaires administratives,
chargé de l'expédition des affaires courantes
et urgentes,
J. de SAINT-ALARY.

Organisation administrative

Service vétérinaire

ARRETE N° 199 A. E. du 3 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets des 24 mars et 29 juillet 1939 et 5 août 1941 ainsi que tous actes subséquents organisant le cadre général des services vétérinaires aux colonies;

Vu l'arrêté général du 26 juillet 1925 et tous actes modificatifs postérieurs réorganisant le cadre des vétérinaires auxiliaires en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté local du 28 octobre 1933, organisant l'inspection vétérinaire et l'élevage;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans le territoire du Togo un service vétérinaire.

Ce service est dirigé par un vétérinaire provenant du cadre général des colonies ou à défaut, par un

officier vétérinaire hors cadres nommé par le commissaire de France et relevant directement de son autorité.

ART. 2. — Le personnel du service vétérinaire comprend, outre le chef de service :

- 1° — des vétérinaires auxiliaires diplômés de l'école vétérinaire de l'A. O. F.;
- 2° — des agents du cadre local d'infirmiers et de vaccinateurs du service vétérinaire;
- 3° — des surveillants d'élevage;
- 4° — des instructeurs de colonisation.

ART. 3. — I. — Les agents du service vétérinaire relèvent, au point de vue administratif, du chef de la circonscription où ils résident; au point de vue technique, ils sont placés sous l'autorité du chef du service.

II. — Le chef de service note et propose le personnel relevant de son autorité. Pour les agents en service dans les unités territoriales, les chefs de circonscription formulent leurs appréciations sur la conduite et le comportement généraux desdits agents.

III. — Les affectations, mutations sont prononcées par le chef du territoire sur la proposition du chef de service.

ART. 4. — Le service vétérinaire est chargé :

- 1° — de la police sanitaire des animaux.

A ce point de vue, de tous actes et de toutes mesures d'ordre médical ou administratif ayant pour but de rechercher et de constater les maladies contagieuses et parasitaires;

2° — de l'inspection de salubrité des produits comestibles d'origine animale, à la fois pour assurer l'hygiène de la consommation et pour dépister les maladies.

Seules les vétérinaires sont chargés de l'inspection des abattoirs et des tueries particulières, ainsi que de l'inspection des marchés et des produits animaux importés et exportés. A défaut de vétérinaire, ces inspections peuvent être assurées par un vétérinaire auxiliaire ou, encore à défaut, par un médecin;

3° — de toutes les questions se rattachant à l'élevage du bétail et aux moyens tendant à la conservation, à l'alimentation et à l'amélioration des races d'animaux domestiques; à ce titre, de la direction et de la gérance des établissements d'élevage, ainsi que de la surveillance technique des établissements agricoles où se font des essais intéressant l'élevage et l'alimentation des animaux;

4° — de l'assistance vétérinaire aux éleveurs; à ce titre, de l'étude de toutes les affections sporadiques frappant le cheptel;

5° — concurremment avec les autres services intéressés, de l'étude des moyens propres à favoriser les transactions commerciales portant sur les animaux et les produits qui en dérivent, en particulier de leur conditionnement;

6° — des questions scientifiques concernant la conservation, l'amélioration ou l'exploitation de la faune utile, la destruction de la faune nuisible, l'étude de la flore utile ou nuisible aux animaux.

ART. 5. — Le chef du service vétérinaire est en liaison technique avec l'inspecteur général du service de l'élevage à Dakar.

ART. 6. — Pour l'exécution du service, le territoire du Togo sera divisé en circonscriptions d'élevage, dont le fonctionnement sera assuré par des vétérinaires auxiliaires.

ART. 7. — Le chef de circonscription d'élevage, pour assurer, dans l'étendue de son secteur, le fonctionnement du service tel qu'il est défini à l'article 4 du présent arrêté, est appelé à se déplacer en des tournées effectuées dans les circonstances suivantes :

1° — sur l'ordre du chef du service vétérinaire, pour des missions de but déterminé;

2° — en cas d'urgence, sur l'initiative de l'agent et sur autorisation du commandant de cercle, sous réserve d'informer télégraphiquement du déplacement le chef du service et de lui en justifier l'urgence dans un rapport spécial;

3° — en exécution d'un programme établi par l'agent, visé par les administrateurs intéressés et soumis à l'approbation du chef du service, pour les tournées de longue durée dans plusieurs cercles.

ART. 8. — Le chef de service et les vétérinaires auxiliaires doivent leurs soins :

1° — aux animaux appartenant aux services administratifs et aux S. I. P.;

2° — à ceux des éleveurs.

Ils ne les doivent aux animaux appartenant à des propriétaires non éleveurs que s'il y a maladie contagieuse ou suspicion de cette maladie.

ART. 9. — Outre les fonctions qui sont déterminées à l'article 8, les vétérinaires auxiliaires peuvent remplir celles qui sont dévolues aux surveillants dans les colonies du groupe de l'A. O. F., notamment : la surveillance sanitaire des troupeaux, leur recensement, leur alimentation, leur exploitation, les soins à leur donner et l'étude des transhumances.

Toutes ces opérations seront effectuées selon les instructions et sous la surveillance du vétérinaire dont relève chaque vétérinaire auxiliaire.

ART. 10. — Les infirmiers doivent toujours être placés sous les ordres d'un vétérinaire ou d'un vétérinaire auxiliaire; ils peuvent exceptionnellement être mis à la disposition d'un administrateur chef de circonscription, tout en demeurant sous la surveillance technique du chef du service.

Les interventions médicales, et notamment les vaccinations, qu'ils sont autorisés à pratiquer, sont fixées, pour chacun d'eux, par le chef du service qui en définit exactement les modalités.

ART. 11. — Le vétérinaire auxiliaire chef de circonscription tient les documents suivants :

1° — un cahier de correspondance;

2° — un cahier de transmissions;

3° — un registre de comptabilité pour l'inscription du mobilier, du matériel de laboratoire et de pharmacie, des instruments, produits et médicaments;

4° — un cahier de rapports;

5° — un registre pour la notation des déplacements effectués, des observations et des interventions professionnelles.

Il fournit trimestriellement et annuellement un rapport sur l'état de l'élevage, l'état sanitaire du bétail et le fonctionnement du service.

ART. 12. — Le vétérinaire auxiliaire détaché dans une circonscription administrative autre que celle qui est le centre de la circonscription d'élevage tient les documents suivants :

1° — un cahier de correspondance;

2° — un cahier d'observations cliniques et zootechniques;

3° — un cahier de rapports;

4° — un cahier où sont notés les déplacements, les vaccinations, etc. ...;

5° — un registre du matériel en service, visé annuellement par le chef de circonscription administrative. Il fournit un rapport trimestriel, un rapport annuel, et rédige un rapport après chaque tournée.

Ces documents sont adressés au chef du service par l'intermédiaire du chef de circonscription administrative.

ART. 13. — L'infirmier détaché dans les mêmes conditions tient :

1° — un cahier pour l'inscription des déplacements effectués et des interventions pratiquées;

2° — un cahier pour l'inscription du matériel et des médicaments mis à sa disposition.

ART. 14. — L'organisation du service vétérinaire, telle qu'elle résulte du présent arrêté, sera réalisée progressivement par ordre d'urgence des nécessités reconnues et dans la limite des crédits inscrits chaque année à cet effet au budget local et aux budgets des sociétés indigènes de prévoyance.

ART. 15. — Est abrogé l'arrêté local du 28 octobre 1933 susvisé, portant organisation de l'inspection vétérinaire et de l'élevage au Togo.

ART. 16. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1943.

P. SALICETI.

ARRETE N° 200 A. E. du 3 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 199 A. E. du 3 avril 1943, portant organisation du service vétérinaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du Togo est divisé en trois circonscriptions d'élevage : les circonscriptions nord, centre et sud.

ART. 2. — La circonscription d'élevage du nord comprend le cercle de Sokodé, composé des subdivisions de Sokodé, Bassari et Lama-Kara, et le cercle de Mango, composé des subdivisions de Mango et de Dapango.

La circonscription d'élevage du centre comprend la subdivision d'Atakpamé et la subdivision de Klouto.

La subdivision d'élevage du sud comprend le cercle de Lomé, composé des subdivisions de Lomé et de Tsévié, et le cercle d'Anécho.

ART. 3. — Les cercles de Sokodé et de Mango seront dotés d'un vétérinaire auxiliaire qui y remplira les fonctions de vétérinaire sous le contrôle du chef du service. Les interventions sanitaires de ce vétérinaire auxiliaire seront limitées aux cas où les textes sanitaires ne spécifient pas que seul un vétérinaire du cadre général peut les effectuer. Les méthodes qu'il peut employer au cours de ces interventions sont déterminées par le vétérinaire dont il relève.

ART. 4. — En attendant l'affectation d'un vétérinaire auxiliaire à la circonscription d'élevage du centre, les infirmiers placés dans les postes de cette circonscription relèveront techniquement de la circonscription d'élevage du sud.

ART. 5. — Le vétérinaire auxiliaire en service à Lomé assurera, sous le contrôle direct du chef du service, la marche du service dans cette circonscription.

ART. 6. — Le vétérinaire chef du service coordonnera du poste de Lomé la marche du service dans les diverses circonscriptions d'élevage du territoire.

ART. 7. — Pendant ses tournées, l'expédition des affaires courantes sera exceptionnellement assurée par le vétérinaire auxiliaire en service à Lomé.

ART. 8. — Vu les disponibilités actuelles en personnel, les infirmiers attachés au service vétérinaire seront ainsi répartis dans les postes vétérinaires du territoire :

1° — Circonscription d'élevage du sud : 2 infirmiers;

2° — Circonscription d'élevage du centre : 1 infirmier;

3° — Circonscription d'élevage du nord : 4 infirmiers, dont 1 à Sokodé, 1 à Bassari, 1 à Mango et 1 à Dapango.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1943.

P. SALICETI.

Franchise postale

N° 201 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

3 avril 1943. — La franchise postale est accordée pour la correspondance échangée :

1° — entre le chef du service vétérinaire et :

1°) l'inspecteur général de l'élevage à Dakar;

2°) les administrateurs, chefs de circonscription.

2° — entre les vétérinaires auxiliaires chefs de circonscription d'élevage et les administrateurs des cercles de leurs circonscriptions.

Tapioca

ARRETE N° 203 A. E. du 3 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Après consultation de la commission des prix;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix d'achat du tapioca aux producteurs sont fixés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	PRIX AUX PRODUCTEURS
Lomé (nu-basculé)	2.720 frs.
Anécho	2.545 —
Atoueta	2.479 —
Anfouin	2.467 —
Vogan	2.401 —

ART. 2. — Les prix d'achat dans les centres non désignés ci-dessus seront fixés par le commandant de cercle et basés sur les prix d'achat à Anécho majorés des frais de transport.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 3 avril 1943.

P. SALICETI.

Alcool

DECISION N° 261 T. P. du 3 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 754 du 24 décembre 1941 autorisant M. R. Eyehenne à importer et détenir des alambics et autres appareils de distillation, et réglementant les opérations de distillation industrielle des fruits et graines du pays;

Vu la convention en date du 23 décembre 1941, notamment en son article 5;

Vu l'avenant n° 1 du 12 mars 1943 à la dite convention, notamment en son article 1;

Vu la décision n° 830 T. P. du 23 novembre 1942, fixant provisoirement le prix de vente à l'administration de l'alcool carburant produit par l'usine R. Eyehenne;

Vu le procès-verbal du 3 avril 1943, fixant la liste des dépenses de premier établissement de l'usine R. Eyehenne entrant en ligne de compte dans l'amortissement;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente à l'administration, S. I. P. comprises, de l'alcool carburant dénaturé livré nu-usine en exécution de la convention et de l'avenant n° 1 susvisés est fixé à :

7 francs pour les livraisons faites avant le 11 janvier 1943;

8,60 pour les livraisons faites après cette date le litre, nu-usine.

Le prix sera éventuellement majoré des taxes de transaction et consommation prévues par les règlements.

ART. 2. — Les éléments constitutifs de ces prix sont :
quote-part amortissement par litre alcool . . . 1,35
prix du kg. de maïs nu-usine . . . 1,—

En cas de variation d'un de ces éléments, le prix de vente de l'alcool serait révisé à la demande de l'une ou l'autre partie.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1943.

P. SALICETI.

Farine lactée

ARRETE N° 214 A. E. du 9 avril 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942, codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'État aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E. c./5 du 13 juillet 1942, portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoires en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942, fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation ensemble l'arrêté n° 133 A. E. du 27 février 1943 le modifiant;

Vu les télégrammes nos 118 s. E. c./4, 86 et 132 s. E. c./5 des 18 et 20 février et 2 avril 1943 du gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La farine lactée est ajoutée à la liste des marchandises soustraites à la réglementation prescrite par l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 et énumérées à l'article 2 de l'arrêté n° 133 A. E. du 27 février 1943 complété par arrêté n° 145 A. E. du 4 mars 1943. Ce produit sera désormais mis en vente libre.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 9 avril 1943.

P. SALICETI.

Indemnité

N° 217 P. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

9 avril 1943. — Les fonctionnaires en service au Togo, qui bénéficieront d'un congé spécial en Afrique du nord continueront à percevoir l'indemnité de séparation du foyer et le complément familial de cette indemnité dans les mêmes conditions que s'ils étaient en présence au territoire.

Le présent arrêté est exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1943.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

Rappel d'ancienneté — Titularisation

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

8 mars 1943 :

Les agents du cadre commun secondaire de l'assistance médicale indigène dont les noms suivent, conservent, dans leur emploi actuel, les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

CADRE DES MÉDECINS AUXILIAIRES

M.M. Hospice Dominique Coco, médecin auxiliaire principal de 1^{re} classe, néant;

Elias Yébovi, médecin auxiliaire de 2^e classe, néant;

Arthur Creppy, médecin auxiliaire de 2^e classe, néant;

12 mars 1943 :

Sont titularisés dans leur emploi les adjoints et commis stagiaires du cadre général des services civils des colonies autres que l'Indochine, dont les noms suivent, qui ont accompli leur année de stage à la colonie :

M. Louis Dubois, commis stagiaire, pour compter du 6 mars 1943;

N° 1262 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

28 mars 1943. — Il est attribué à M. Horth Roger, aide-conducteur avant 18 mois du cadre commun supérieur des conducteurs de travaux agricoles, les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après indiqués :

Article 7	Au titre de la loi du 31 mars 1928		Total des ASM.
	Article 48	Article 52	
11 mois 22 jours	15 jours	1 an 2 mois 11 jours	2 ans 2 mois 18 jours

M. Horth passe à l'échelon de solde après 18 mois pour compter du 6 mars 1943 et conserve dans son nouvel échelon une ancienneté de 8 mois 18 jours.

Tableaux d'avancement

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française du 6 mars 1943, sont inscrits au tableau d'avancement, au titre de l'année 1943, les agents des cadres ci-après :

CADRE GÉNÉRAL DES AGENTS DES TRANSMISSIONS COLONIALES

Pour le grade de contrôleur principal de 2^e classe :

M. Prosper Passani, contrôleur principal de 3^e cl.

CADRE LOCAL DES EAUX ET FORÊTS DE L'A. E. F.

Pour le grade de contrôleur principal de 3^e classe :

M. Camille Albert, contrôleur de 1^{re} classe.

Promotions

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

6 mars 1943 :

Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1943, les agents des cadres ci-après :

CADRE GÉNÉRAL DES AGENTS DES TRANSMISSIONS COLONIALES

Au grade de contrôleur principal de 2^e classe :

M. Prosper Passani, contrôleur principal de 3^e cl.

CADRE LOCAL DES EAUX ET FORÊTS DE L'A. E. F.

Au grade de contrôleur principal de 3^e classe :

M. Camille Albert, contrôleur de 1^{re} classe (rappels pour services militaires conservés : 1 an).

Situation administrative

N° 1260 P. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

28 mars 1943. — La situation administrative de M. Passani Prosper, chef de poste de 2^e classe dans le cadre général des opérateurs et mécaniciens radio-électriciens coloniaux organisé par décret du 28 juillet 1939 est rajustée comme suit :

M. Passani Prosper est intégré dans le cadre général des opérateurs et mécaniciens électriciens coloniaux pour compter du 1^{er} janvier 1942 en qualité de chef de poste radioélectricien de 2^e classe et conserve dans son nouveau grade :

1^o — une ancienneté civile de 2 ans 6 mois;

2^o — une ancienneté de 2 mois 2 jours pour services militaires.

M. Passani Prosper est promu chef de poste radio-électricien de 1^{re} classe pour compter du 1^{er} janvier 1942 dans le cadre général des opérateurs et mécaniciens électriciens coloniaux et conserve dans son nouveau grade :

1^o — une ancienneté civile de 6 mois;

2^o — une ancienneté de 2 mois 2 jours pour services militaires.

M. Passani Prosper, chef de poste radioélectricien de 1^{re} classe, est versé d'office, en vertu des dispositions de l'article 27 du décret du 27 mai 1942, dans le cadre général des agents des transmissions coloniales, en qualité de contrôleur principal de 2^e classe et conserve dans son nouveau grade et pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

1^o — une ancienneté civile de 6 mois;

2^o — une ancienneté de 2 mois 2 jours pour services militaires.

Sont rapportées les dispositions des arrêtés n° 964 et n° 965 du 6 mars 1943 en ce qui concerne l'inscription au tableau d'avancement pour l'année 1943 et la promotion au 1^{er} janvier 1943 de M. Passani Prosper, contrôleur principal de 2^e classe du cadre général des agents des transmissions coloniales.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 186 P. du :

27 mars 1943. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo, dont les noms suivent et qui ont été nommés pour compter du 1^{er} janvier 1943.

M.M. Pinelli Roch, sous-chef de bureau de 3^e classe, 5 mois 4 jours.

Tessier Paul, sous-chef de dépôt de 3^e classe, 4 ans 6 mois.

Lhuissier Louis, sous-chef d'atelier de 3^e classe, 4 ans 2 mois 18 jours.

Par arrêté n° 218 p. du :

9 avril 1943. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires indiqués ci-après sont conservés dans leur emploi actuel aux fonctionnaires des cadres locaux du Togo, dont les noms suivent et qui ont été promus pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

Enseignement :

M.M. Beuter Marc, instituteur de 2^e classe : 2 mois 14 jours.

Capelier Franc, instituteur de 2^e classe : 2 mois 1 jour.

Police :

M. Pauc Pierre, inspecteur-adjoint de police de 2^e classe : 7 mois 27 jours.

Travaux publics :

M. Stoll, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe : 2 mois 27 jours.

Chemin de fer :

M.M. Pinelli Roch, comptable principal de 1^{re} classe : 5 mois 4 jours ;

Plancq Jean, comptable principal de 1^{re} classe : 7 mois 5 jours.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêté n° 197 p. du :

3 avril 1943. — Sont nommés, pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

1^{re} — Dans le cadre local indigène des travaux publics du Togo

En qualité de maîtres-ouvriers de 1^{re} classe stagiaires :

Kanyi Agbo Tèko Joseph, maître-ouvrier auxiliaire.
Agbodo Wolfgang Frédéric, maître-ouvrier auxiliaire.

2^e — Dans le cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo

En qualité de facteurs-enregistreurs de 4^e classe stagiaires :

Bedjean Simon, chef de station auxiliaire.
Attoh Mensah Honoré, chef de station auxiliaire.
Akolly Augustin, chef de station auxiliaire.
Achille Alexandre, chef de station auxiliaire.

En qualité de chefs d'équipe de 4^e classe stagiaires :

Wothor Louis, chef de brigade auxiliaire.
N'Kekessi Léonard, chef de brigade auxiliaire.
Koutodjo Maurice, chef de brigade auxiliaire.
Agboton Barthélémy, chef de brigade auxiliaire.

En qualité d'ouvrier de 4^e classe :

Bogla Christian, ouvrier de 5^e classe.

En qualité d'ouvriers stagiaires :

Abattan Prudence, ouvrier auxiliaire.
Ainah Kagni Stéphane, ouvrier auxiliaire.
Cadiry Adam, ouvrier auxiliaire.
Koudawo Fidélius, mécanicien-conducteur auxiliaire.

En qualité de mécanicien stagiaire :

Anatoh Nicolas, mécanicien auxiliaire.

En qualité de pointeur de 4^e classe stagiaire :

Beni Locco Comlanvi, pointeur auxiliaire.

Retraite

Par arrêté n° 187 p. du :

27 mars 1943. — L'ouvrier de 1^{re} classe du cadre local indigène des chemins de fer et du wharf Kokou Michel est admis d'office à faire valoir ses droits à la retraite pour ancienneté de service à compter du 1^{er} juillet 1943.

Suspension de fonctions

ERRATUM à l'arrêté n° 76 p. du 4 février 1943.

Au lieu de :

Les nommés Kuégué Amoussou, ouvrier de 4^e classe du cadre local des travaux publics et Yaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 3^e classe du cadre local des travaux publics sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 17 décembre 1942, date de leur mise sous mandat de dépôt sous l'inculpation, le premier de vol, le second de complicité du même vol, commis au préjudice de l'administration du territoire, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent.

Lire :

Les nommés Kuégué Amoussou, ouvrier de 4^e classe du cadre local des travaux publics et Yaovi Urbain, mécanicien-conducteur de 3^e classe du cadre local des travaux publics sont suspendus de leurs fonctions pour compter du 23 décembre 1942, date de leur incarcération pour inculpation, le premier de vol, le second de complicité du même vol, commis au préjudice de l'administration du territoire, jusqu'à intervention de la décision du tribunal compétent.

Agents auxiliaires

Reclassement

Par décision n° 257 p. du :

2 avril 1943. — Les agents auxiliaires dont les noms suivent sont reclassés comme ci-après pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

M.M. Sanvee Robert, commis greffier auxiliaire à 3.000 francs par mois.

Dossou Jean, chef de chantier auxiliaire à 2.600 francs par mois.

Hazoumé Léon, comptable auxiliaire à 2.000 francs par mois.

Mensah Joseph, commis-expéditionnaire auxiliaire à 2.000 francs par mois.

Nobimé Célestin, commis auxiliaire à 1.100 francs par mois.

Ces agents pourront en outre prétendre, à l'exception de l'indemnité de zone qui est comprise dans les salaires fixés ci-dessus, aux autres avantages définis par le règlement intérieur du 10 mars 1943.

Par décision n° 258 p. du :

3 avril 1943. — Les agents auxiliaires des cercles, bureaux et services du territoire sont reclassés aux échelles et échelons de salaires prévus aux articles 4 et 6 du règlement intérieur du 10 mars 1943 avec les anciennetés indiquées par le tableau ci-annexé.

Les agents auxiliaires en service à la date de la signature de la présente décision et qui ne sont pas conservés feront l'objet de décisions spéciales. Les dispositions du règlement du 10 mars 1943 ne leur sont pas applicables.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1943.

Reclassement du personnel auxiliaire des cercles, bureaux et services du Territoire du Togo
par application de l'article 27 du règlement intérieur en date du 10 Mars 1943

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Apéty Blaise	Agent auxiliaire	300	1/7/1942	6 mois	<i>Cabinet</i>	2	4		6 mois	Lomé
Ecoueh Benoît	—	275	1/7/1942	6 mois	Dactylographe	2	4		6 mois	Lomé
Attiogbé Etienne Emmanuel	—	250	1/7/1942	6 mois	<i>Bureau du personnel</i>	2	3		6 mois	Lomé
Géraldo Sadoulaï	—	400	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	5	550	6 mois	Lomé
					<i>Inspection des affaires administratives</i>					
Lawson Sylvestre	—	300	15/7/1942	5 m. 17 j.	Dactylographe	2	5		6 mois	Lomé
					<i>Bureau des affaires politiques et administratives</i>					
					Aide-dactylographe	1	8		5 m. 17 j.	Lomé
					<i>Bureau des affaires économiques</i>					
Khoumar Darius	—	475	1/1/1942	1 an	Aide-dactylographe	1	10	625	1 an	Lomé
Darkou Emmanuel	—	325	1/9/1942	4 mois	Aide-dactylographe	1	8		4 mois	Lomé
					<i>Bureau des finances</i>					
Amoussou Bertrand	—	275	1/7/1942	6 mois	Dactylographe	2	4		6 mois	Lomé
Ahani François	—	275	1/9/1942	4 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	4		4 mois	Lomé
Anthony Cornelius Jacques	—	250	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		1 an	Lomé
Kouéviakoé John James	—	250	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		6 mois	Lomé
Parbey Max Albert	—	350	1/9/1942	4 mois	Dactylographe	2	5		4 mois	Lomé
Sivomey Victor	—	200	10/7/1942	5 m. 22 j.	Aide-commis-expéditionnaire	2	2		5 m. 22 j.	Lomé
Souza Francisco (de)	—	600	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	8		1 an	Lomé
Yigan Joseph	—	250	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		6 mois	Lomé
Brym André	—	275	1/1/1942	1 an	Magasinier	1	7		1 an	Lomé
Oké Augustin	—	425	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	10		6 mois	Lomé
					<i>Administration générale</i>					
Atayi Attiogbé Jean	—	300	7/9/1941	1 an 8 m. 24 j.	Commis-expéditionnaire	3	1		1 an 8 m. 24 j.	Atakpamé
Atayi Joseph	—	250	21/12/42	11 jours	Dactylographe	2	3		11 jours	Sokodé
Kalipé Hubert	—	175	1/7/1941	1 an 6 m.	Aide-commis-expéditionnaire	2	2		1 an 6 m.	Anécho
Kézié Kao	—	250	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		1 an	Sokodé
Moévi Samuel	—	250	1/7/1941	1 an 6 m.	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		1 an 6 m.	Tsévié

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION	
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943		
Sossah Emmanuel Dagobert	Agent auxiliaire	300	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	4	540	1 an	Lomé	
Zanouplé Henri	—	325	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	5		6 mois	Mango	
Blakimé Emmanuel	—	250	1/7/1941	1 an 6 m.	Aide-dactylographe	1	7		1 an 6 m.	Sokodé	
Dossou Gabriel	—	325	1/1/1942	1 an	Aide-dactylographe	1	8		1 an	Atakpamé	
Mensan René	—	275	1/9/1942	4 mois	Aide-dactylographe	1	7		4 mois	Sokodé	
Roland Robert	—	390	1/7/1942	6 mois	Aide-dactylographe	1	9		6 mois	Palimé	
<i>Sûreté</i>											
Heudé (madame)	—	1.200	1/6/1942	7 mois	Sténo-dactylo	A	5	540	7 mois	Lomé	
<i>Trésor</i>											
Sogodzo Hodson Ernest	—	455	1/7/1942	6 mois	Comptable	3	4		6 mois	Lomé	
Bruce Jérémie	—	390	1/7/1942	6 mois	Aide-comptable	2	5		6 mois	Lomé	
Djahlin Nikoué Pierre	—	290	1/7/1942	6 mois	Aide-comptable	2	4		6 mois	Lomé	
<i>Domaines</i>											
Creppy Edmond	—	800	23/4/1942	8 m. 8 j.	Commis-expéditionnaire	3	9	375	8 m. 8 j.	Lomé	
<i>P. T. T.</i>											
Dathévi Richard	—	225	1/7/1942	6 mois	Surnuméraire des P. T. T.	2	2		6 mois	Lomé	
Johnson Pacôme	—	180	1/7/1942	6 mois	Surnuméraire des P. T. T.	2	2		6 mois	Sokodé	
Allou Akadi	—	225	1/7/1941	1 an 6 m.	Surveillant des P. T. T.	1	6		1 an 6 m.	Sokodé	
Tchakara Seybou	—	200	15/4/1942	8 m. 16 j.	Surveillant des P. T. T.	1	5		8 m. 16 j.	Sokodé	
Ziangbé Akakpo Michel	—	200	1/5/1941	1 an 8 m.	Surveillant des P. T. T.	1	5		1 an 8 m.	Sokodé	
Zockson Koffi Paul	—	225	1/1/1942	1 an	Facteur des P. T. T.	1	5		1 an	Palimé	
<i>T. S. F.</i>											
Adzeh François	—	780	1/7/1942	6 mois	Aide-opérateur radiotélégraphiste	2	11	690	6 mois	Lomé	
Goussanou André	—	375	1/7/1942	6 mois	Aide-opérateur radiotélégraphiste	2	5		6 mois	Lomé	
Hélégbé Emmanuel	—	540	1/7/1942	6 mois	Mécanicien radiotélégraphiste	2	7		6 mois	Lomé	
Lawson Body Clément	—	150	1/1/1942	1 an	Aide-opérateur radiotélégraphiste	2	1		1 an	Lomé	
<i>Travaux publics</i>											
Agbodo Wolfgang Frédéric	—	575	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	4	725	6 mois	Lomé	
Alapini Daniel	—	500	1/9/1942	4 mois	Maître-ouvrier	3	4		4 mois	Sokodé	
Anthony Manasseh	—	550	1/1/1942	1 an	Maître-ouvrier	3	4	700	1 an	Lomé	
Gada Pierre	—	500	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	4		6 mois	Atakpamé	
Gbégénéji Guillaume	—	575	1/7/1942	6 mois	Dessinateur	3	4	725	6 mois	Lomé	
Kouzo Bernard	—	450	1/1/1942	1 an	Maître-ouvrier	3	3		1 an	Lomé	
Kurt Prangué	—	550	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	5	700	6 mois	Sokodé	
Nadorh Edoh	—	450	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	3		6 mois	Lomé	
Sénouvo Léonard	—	950	1/7/1942	6 mois	Commis-expéditionnaire	3	10		6 mois	Lomé	

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Soulé Amadou	Agent auxiliaire	500	1/1/1942	1 an	Dessinateur	3	3	650	1 an	Lomé
Tèko Joseph	—	550	1/1/1942	1 an	Maître-ouvrier	3	4	700	1 an	Lomé
Tèvi Victor	—	550	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	4	700	6 mois	Lomé
Vossah Eklou Norbert	—	500	1/7/1942	6 mois	Maître-ouvrier	3	3	650	6 mois	Lomé
Adablah Eloi	—	225	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		1 an	Lomé
Adjaï Cassiano	—	450	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	6		6 mois	Lomé
Adjévi Pierre	—	350	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	4	500	6 mois	Lomé
Afachao Kodjo Alfred	—	250	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	3		6 mois	Lomé
Afandomi Dossevi Gilbert	—	350	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	4		6 mois	Sokodé
Ahiakpor Ignace	—	575	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	8		6 mois	Lomé
Ahyee Christian	—	225	1/1/1942	1 an	Aide-commis-expéditionnaire	2	2	375	1 an	Lomé
Ajavon Amah Raphaël	—	325	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	4	475	6 mois	Lomé
Ajavon Charles	—	175	1/1/1942	1 an	Calqueur	2	1	325	1 an	Lomé
Akoussah Yovo Albert	—	375	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	5		6 mois	Bassari
Almeida Jules (d')	—	300	1/9/1942	4 mois	Ouvrier spécialisé	2	4		4 mois	Sokodé
Amégan Médard Koffi	—	250	1/9/1942	4 mois	Ouvrier spécialisé	2	3		4 mois	Sokodé
Amégbélé Ayao	—	450	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier spécialisé	2	6		1 an 6 m.	Agouévé (Lomé)
Amoussouvi Justin	—	275	1/9/1942	4 mois	Ouvrier spécialisé	2	4		4 mois	Sokodé
Assiongbon Laurent	—	350	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	5		1 an	Anécho
Awouanou Nawouanou	—	225	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	3		6 mois	Mango
Coco Dominique Hercule	—	500	1/7/1942	6 mois	Mécanicien	2	7		6 mois	Sokodé
Edorh Dossou Marc	—	225	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	2	375	1 an	Lomé
Egbla Kokou	—	225	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	2	375	1 an	Agouévé (Lomé)
Gavon Joseph	—	275	1/1/1942	1 an	Mécanicien-conducteur	2	4		1 an	Lomé
Obégnédji Mathias	—	275	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	3	425	1 an	Lomé
Gomadoh Laurent	—	450	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	6		6 mois	Lomé
Guih Akakpo Hubert	—	325	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier spécialisé	2	4	475	1 an 6 m.	Lomé
Kékpédou Bléoussi	—	350	1/9/1942	4 mois	Mécanicien-conducteur	2	5		4 mois	Sokodé
Kokou Agama	—	300	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	4		6 mois	Atakpamé
Kouassi Telefon	—	350	1/9/1942	4 mois	Mécanicien-conducteur	2	5		4 mois	Sokodé
Koudawoo Fidélus	—	375	1/1/1942	1 an	Mécanicien-conducteur	2	5		1 an	Lomé
Kpadéno Robert	—	350	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	4		1 an	Sokodé
Sallah Koffi Blaise	—	275	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier spécialisé	2	3	425	1 an 6 m.	Lomé
Sanvee Georges	—	250	16/2/1942	11 m. 13 j.	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		11 m. 13 j.	Lomé
Schmith Georges	—	300	1/1/1942	1 an	Mécanicien-conducteur	2	4		1 an	Sokodé
Seefried Otto Joseph	—	375	1/7/1942	6 mois	Mécanicien	2	5		6 mois	Sokodé
Tèko Ayikoué	—	275	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	4		6 mois	Sokodé
Togbé François	—	300	1/1/1942	1 an	Ouvrier spécialisé	2	4		1 an	Lomé
Tossah Gilbert	—	350	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	5		6 mois	Atakpamé
Toukada Jean	—	500	1/7/1941	1 an 6 m.	Dactylographe	2	6	650	1 an 6 m.	Lomé

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Wilson Charles	Agent auxiliaire	275	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	3	425	6 mois	Lomé
Wuakoumi Vincent	—	400	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	5	550	6 mois	Lomé
Yébli Djamongué	—	250	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	3		6 mois	Dapango
Yempapou Lendi	—	225	1/7/1942	6 mois	Ouvrier spécialisé	2	3		6 mois	Dapango
Aboki Thomas	—	225	1/1/1942	1 an	Ouvrier	1	6		1 an	Lama-Kara
Aghobli François	—	200	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier	1	5		1 an 6 m.	Anécho
Aguidi Bilantaré	—	150	1/1/1942	1 an	Chef d'équipe	1	3		1 an	Sokodé
Akoindé Bakpimi	—	325	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	8		6 mois	Palimé
Atisso Agbéléoko	—	200	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	5		6 mois	Agouévé (Lomé)
Ayéna Akiko	—	350	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	8	500	6 mois	Atakpamé
Brahima Diarassouba	—	325	1/7/1941	1 an 6 m.	Chaîneur	1	8		1 an 6 m.	Lomé
Dégboé Basile	—	225	1/7/1941	1 an 6 m.	Chaîneur	1	6		1 an 6 m.	Lomé
Djondo Guillaume	—	300	1/7/1942	6 mois	Aide-dactylographe	1	7	450	6 mois	Lomé
Dossou Yovo Pierre	—	325	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	8		6 mois	Anécho
Folly Alfred	—	200	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	5		6 mois	Agouévé (Lomé)
Johnson Augustin	—	275	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	7		6 mois	Anécho
Kindé Arsène	—	275	1/1/1942	1 an	Magasinier	1	6	425	1 an	Lomé
Koura Napo	—	225	1/1/1942	1 an	Ouvrier	1	6		1 an	Bassari
Kpodar Foli Victor	—	200	1/4/1941	1 an 9 m.	Ouvrier	1	5		1 an 9 m.	Anécho
Lawson Roland Joseph	—	250	1/9/1942	4 mois	Ouvrier	1	6		4 mois	Sokodé
Madjimaté Paul	—	250	1/7/1942	6 mois	Aide-mécanicien-conducteur	1	6		6 mois	Sokodé
Mensah Vincent	—	350	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	8	500	6 mois	Bassari
Parou Maridja	—	250	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	6		6 mois	Mango
Samkomba Amouzou	—	225	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	6		6 mois	Lama-Kara
Sayi Segbonou	—	200	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	5		6 mois	Agouévé (Lomé)
Sessou Jean	—	275	1/7/1942	6 mois	Aide-mécanicien-conducteur	1	7		6 mois	Lomé
Silva Cosme (da)	—	325	1/1/1942	1 an	Ouvrier	1	8		1 an	Sokodé
Silva Damien (da)	—	325	1/1/1942	1 an	Ouvrier	1	8		1 an	Sokodé
Tallé Adjama	—	225	1/7/1942	6 mois	Chef d'équipe	1	6		6 mois	Bassari
Tcharo Kpamaï	—	250	1/1/1942	1 an	Ouvrier	1	6		1 an	Sokodé
Tévi Thomas	—	225	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	6		6 mois	Lomé
Zidol Dossou Linus	—	250	1/7/1942	6 mois	Ouvrier	1	6	—	6 mois	Anécho
<i>Agriculture</i>										
Battah Alexandre	—	350	1/7/1942	6 mois	Surveillant d'agriculture	2	5		6 mois	Atakpamé
Affoutou Martin	—	275	1/7/1942	6 mois	Aide-surveillant d'agriculture	1	7		6 mois	Atakpamé
Aila Joseph	—	300	1/11/1941	1 an 2 m.	Aide-surveillant d'agriculture	1	8		1 an 2 m.	Lomé-Anécho
Alatchao Aniki	—	225	1/7/1941	1 an 6 m.	Aide-surveillant d'agriculture	1	6		1 an 6 m.	Sokodé
Atchikiti Kodjovi Augustin	—	350	1/7/1942	6 mois	Aide-surveillant d'agriculture	1	9		6 mois	Atakpamé
Tamakloe Eklou James	—	300	1/4/1941	1 an 9 m.	Aide-surveillant d'agriculture	1	7	450	1 an 9 m.	Lomé
Tossah Emmanuel	—	390	1/7/1942	6 mois	Aide-surveillant d'agriculture	1	9	540	6 mois	Palimé

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Alidjinou Novidé Elie	Agent auxiliaire	275	1/9/1942	4 mois	<i>Eaux et forêts</i> Assistant des eaux et forêts	2	3	425	4 mois	Atakpamé
Totsou Ankou Raymond	—	350	1/9/1942	4 mois	Dactylographe	2	5		4 mois	Sokodé
<i>Service zootechnique</i>										
Gnassounou Sossouhouito Pierre	—	200	1/9/1942	4 mois	Vaccinateur-vétérinaire	2	2	375	4 mois	Lomé
Kouassi Ammou Michel	—	250	1/1/1942	1 an	Vaccinateur-vétérinaire	2	3		1 an	Bassari
Rinkliff Jean	—	250	1/1/1942	1 an	Vaccinateur-vétérinaire	2	3		1 an	Sokodé
<i>Service de santé</i>										
Adjété Franklin Akovi	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4	550	6 mois	Tryp. (Mango)
Afidégnon Eusèbe	—	205	1/7/1942	6 mois	Dactylographe	2	2		6 mois	Tryp. (Mango)
Afoh Alassani Martin	—	225	1/7/1942	6 mois	Dactylographe	2	2		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Agbodji Laison Innocent	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Ahodikpé Cathérine	—	400	14/6/1938	4 ans 8 m 17 j.	Infirmière-visiteuse	2	5	375	4 ans 8 m 17 j.	Atakpamé
Ahyee Kangni Xavier	—	200	1/6/1942	7 mois	Infirmier	2	2		7 mois	Lomé
Ajavon Michel	—	255	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Tryp. Lama-Kara
Akoé Emmanuel	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Mango)
Akouété Damien	—	200	20/4/1942	8 m. 11 j.	Infirmier	2	2	375	8 m. 11 j.	Mango
Amédodzi Hermann	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Sokodé)
Antonio Marcelline	—	425	1/1/1942	1 an	Infirmière	2	6		1 an	Anécho
Attikpoe Valentin	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	2		6 mois	Lomé
Abaya Mensah René	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4	375	6 mois	Tryp. (Mango)
Bucknor Gabriel	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Mango)
Cadete Jonathan	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-commis-expéditionnaire	2	3		6 mois	Tryp. Lama-Kara
Dadzie Louis	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Sokodé)
Edorh Johannes	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3	375	6 mois	Sokodé
Foli Amouzou Adolphe	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Atakpamé
Hor Otto	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Sokodé)
Hounssounou Daniel	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Atakpamé
Kokoroko Komlan Edmond	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4	375	6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kodjo Elie	—	200	20/4/1942	8 m. 11 j.	Infirmier	2	2		8 m. 11 j.	Sokodé
Kouma Dominique	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Mango
Kouvahé Marc	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Atakpamé
Lawson Hellu Jean	—	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4	375	6 mois	Tryp. (Mango)
Magloe Emmanuel	—	225	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3		6 mois	Palimé
Ogou Fandonougbo	—	285	1/7/1942	6 mois	Mécanicien-conducteur	2	4		6 mois	Tryp. (Mango)
Sénawo Jean	—	260	1/10/1942	3 mois	Infirmier	2	3		3 mois	Anécho
Sossa Boniface	—	250	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	3	375	6 mois	Anécho

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	SALAIRE personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Souza Paul (de)	Agent auxiliaire	285	1/7/1942	6 mois	Infirmier	2	4		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Souza Elie (de)	—	260	18/1/1943	Néant	Infirmier	2	3		Néant	Lomé
Agomessou Véronique	—	180	1/7/1942	6 mois	Aide-assistante sociale	1	4		6 mois	Lomé
Akovi Pierre	—	375	1/1/1942	1 an	Aide-infirmier	1	9		1 an	Atakpamé
Assi Robert	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Trypano
Azaméty Laurentia	—	180	1/7/1942	6 mois	Aide-assistante sociale	1	4		6 mois	Lomé
Bao Benoît	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Bayodé Essolabam	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	8		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Blagogee Ida	—	275	1/1/1942	1 an	Aide-infirmière	1	7		1 an	Lomé
Chirifou Bawa (N ³)	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Clauss Elisabeth	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmière	1	6		6 mois	Palimé
Domdi Martin	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Tryp. (Pagouda)
Ganin Assanté	—	260	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Gnalemba Barandao Guéou	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Kabou)
Oniongho Tchoro	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kagnessin François	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Bassari)
Kambré Beguenoum	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Tryp. (Pagouda)
Karamoko China	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kossi Kodjoba	—	180	1/7/1942	6 mois	Garde d'hygiène	1	4		6 mois	Mangbo
Koubonou Jean	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Tryp. (Mango)
Koutoumé Ali	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kpakpabia Alphonse	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kpakpabia Joseph	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Kpatcha Karo Benoît	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Tryp. (Pagouda)
Lawon Louise (née Tamakloa)	—	180	1/7/1942	6 mois	Aide-assistante sociale	1	4		6 mois	Atakpamé
Lequessim Alha Bayor	—	350	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmière	1	9		6 mois	Sokodé
Liebl Jean	—	500	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	11		6 mois	Lomé
Loko Daniel	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-dactylographe	1	6		6 mois	Lomé
Mahama Langoï	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7	435	6 mois	Tryp. (Mango)
Nkonou Justin	—	600	17/7/1942	5 m. 15 j.	Aide-infirmier	1	12	750	5 m. 15 j.	Lomé
Quatchinou Pierre Adjovi	—	250	26/10/42	2 m. 6 j.	Aide-infirmier	1	7		2 m. 6 j.	Palimé
Perlas François	—	325	1/7/1942	6 mois	Garde d'hygiène	1	8		6 mois	Palimé
Petit Lucie	—	200	18/10/41	1 an 2 m. 14 j.	Aide-infirmière	1	5		1 an 2 m. 14 j.	Lomé
Raven Martin	—	255	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7		6 mois	Palimé
Sambiani Koukadjia	—	285	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7		6 mois	Tryp. (Mango)
Solitoké Eso Kolassiba	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Kabou)
Tazo Gbati	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Kabou)
Tchalim Essé	—	260	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	7		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Tchalim Tchao	—	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Pagouda)

NOM ET PRÉNOMS	SITUATION ANCIENNE				SITUATION NOUVELLE AU PREMIER JANVIER 1943					AFFECTATION
	Appellation	Salaire mensuel	DATE de nomination ou de la dernière augmentation de salaire.	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	APPELLATION	Echelle	Echelon	Salaire personnel conservé	Ancienneté au 1 ^{er} Janvier 1943	
Tchemi Tchambi	Agent auxiliaire	205	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	5		6 mois	Tryp. (Sokodé)
Thom Robert	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-infirmier	1	6		6 mois	Tryp. (Pagouda)
Yakin Coulibaly	—	250	10/10/42	2 m. 22 j.	Garde d'hygiène	1	7		2 m. 22 j.	Kabou (Bassari)
<i>Enseignement</i>										
Doh Seth	—	400	1/7/1942	6 mois	Instituteur	3	2		6 mois	Lomé
Géraldo Nassirou	—	325	25/3/1942	9 m. 7 j.	Instituteur	3	1		9 m. 7 j.	Lomé
Mensah Logossou Faustin	—	325	10/3/1942	9 m. 22 j.	Instituteur	3	1		9 m. 22 j.	Lomé
Agbo Jean	—	300	1/7/1941	1 an 6 m.	Moniteur	2	4		1 an 6 m.	Atakpamé
Akakpo Kokoè (née Ayivi)	—	350	1/7/1942	6 mois	Monitrice	2	5		6 mois	Anécho
Amouzougan Abalo	—	350	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5		6 mois	Lomé
Anthony Vinolia	—	250	1/1/1942	1 an	Dactylographe	2	3		1 an	Lomé
Aquitème Téléqui	—	325	1/1/1942	1 an	Moniteur	2	4	475	1 an	Djabatauré (Sokodé)
Atayi Aimée	—	465	1/7/1942	6 mois	Monitrice	2	6	615	6 mois	Lomé
Awuté Gédéon Stanley	—	350	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5		6 mois	Anécho
Djéha Comlan Kouffo	—	275	1/1/1942	1 an	Moniteur	2	3	425	1 an	Palimé
Eteh Benoît	—	375	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5		6 mois	Anécho
Gbétie Marie Thérèse	—	300	1/1/1942	1 an	Monitrice	2	4		1 an	Sokodé
Kouévi Ayi Pierre	—	300	14/1/1943	Néant	Aide-commis-expéditionnaire	2	4		Néant	Lomé
Koussogbo François	—	390	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5	540	6 mois	Anécho
Kwaku Simon	—	325	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	4	475	6 mois	Mango
Landjekpo Tipoh Michel Martin	—	375	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5		6 mois	Anécho
Paraiso Odile	—	360	1/7/1942	3 m. 26 j.	Monitrice	2	5		3 m. 26 j.	Anécho
Randolph Symphorien	—	275	16/7/1941	1 an 5 m. 18 j.	Moniteur	2	4		1 an 5 m. 18 j.	Anécho
Sitti Ayi Cyprien	—	350	1/7/1942	6 mois	Moniteur	2	5		6 mois	Vogan (Anécho)
Tèvi Christine	—	300	25/2/1943	Néant	Monitrice	2	4		Néant	Lomé
Van-Lare Adélaïde	—	440	1/7/1942	6 mois	Monitrice	2	6		6 mois	Lomé
<i>Service météorologique</i>										
Almeida Antoine (d')	—	750	1/4/1940	2 ans 9 m.	Commis-expéditionnaire	3	7		2 ans 9 m.	Lomé
Maboudou Bernard	—	225	1/7/1942	6 mois	Aide-météorologiste	2	3		6 mois	Lomé
Mensah Clément Ayivi	—	290	1/7/1942	6 mois	Aide-météorologiste	2	4		6 mois	Lomé
<i>Voirie de Lomé</i>										
Ahoualété Ayivi	—	250	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier	1	7		1 an 6 m.	Lomé
Akouété Georges	—	180	1/7/1942	6 mois	Garde d'hygiène	1	4		6 mois	Lomé
Amékoudji Ayivi	—	375	1/4/1941	1 an 9 m.	Ouvrier	1	9		1 an 9 m.	Lomé
Ayi Pius Kouassi	—	180	1/7/1942	6 mois	Garde d'hygiène	1	4		6 mois	Lomé
Dadji Noutékpo	—	275	1/7/1941	1 an 6 m.	Ouvrier	1	7		1 an 6 m.	Lomé
Hounzoukin Koffi	—	175	1/7/1941	1 an 6 m.	Chef d'équipe	1	4		1 an 6 m.	Lomé
Koudouvoh Michel	—	180	1/7/1942	6 mois	Garde d'hygiène	1	4		6 mois	Lomé
Métho Tassou	—	175	1/7/1941	1 an 6 m.	Chef d'équipe	1	4		1 an 6 m.	Lomé

En sursis sans solde p. c. du 27/10/42

Nominations

Par décision n° 263 p. du :

4 avril 1943. — Les agents journaliers ci-dessous désignés sont agréés, pour compter du 1^{er} avril 1943,

dans le personnel auxiliaire régi par le règlement intérieur du 10 mars 1943 aux échelles et échelons ci-après, sous réserve de l'accomplissement d'une période d'essai de 6 mois et reçoivent les affectations suivantes :

NOM ET PRÉNOMS	APPELLATIONS	ÉCHELLES	ÉCHELONS	AFFECTATIONS
Johnson Antoine	Aide-commis expéd.	2	1	Bureau du Personnel
Wilson Winfried	Dactylographe	2	1	Bureau des Finances
Tèvi Emmanuel	Aide-commis expéd.	2	1	—
Adjogah Robert	Dactylographe	2	2	—
Hoinawoo Laurent	Aide-commis expéd.	2	3	—
Aguigah Hubert	Aide-inspecteur de Police	2	4	Police et Sûreté
Aguiar Adolphe	—	2	4	—
Sognigbe David	—	2	4	—
Géraldo Nouréni	Aide-opérateur Radio	2	1	T. S. F.
Acakpo Addra Narcisse	—	2	1	—
Tétévi Charles	Aide-dactylographe	1	3	Cercle d'Anécho
Kémé Gabriel	Aide-commis expéd.	2	3	Subdivision d'Atakpamé
Tchabana Alassani	Ouvrier-spécialisé	2	2	Cercle de Sokodé
Sidibe Salifou	—	2	2	—
Zinssou Philippe	—	2	2	—
Ayivi Nicodème	Ouvrier des T. P.	1	4	—
Agbedor Louis	—	1	4	—
Lassan Jacob	Aide-dactylo	1	7	Cercle de Mango

*Agents journaliers**Reclassement*

Par décision n° 292 p. du :

12 avril 1943. — Les anciens agents auxiliaires dont les noms suivent sont, par application de l'article 27 du règlement intérieur en date du 10 mars 1943, reclassés agents journaliers aux salaires fixés ci-après, pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

Cabinet :

Sbabe Alidou, agent journalier à 15 frs. par jour.

Finances :

Agbèshie Sylvestre, agent journalier à 22 frs. p. j.
Avonongbé Augustin, agent journalier à 17 frs. p. j.
Houndéfodji Nathaniel, agent journalier à 20 frs. p. j.
Ouro Banna Yacoubou, agent journalier à 18 frs. p. j.
Tougnon André, agent journalier à 18 frs. par jour.
Yovo Adam, agent journalier à 21 frs. par jour.

Administration générale :

Adjallé Michel, agent journalier à 19 frs. par jour.
Douty Kangbéni, agent journalier à 20 frs. par jour.
Géraldo Sadikou, agent journalier à 24 frs. par jour.
Malazoué Paul, agent journalier à 18 frs. par jour.

Parquet :

Anthony Emmanuel, agent journalier à 17 frs. p. j.

Trésor :

Sama Ounon, agent journalier à 18 frs. par jour.

Douanes :

Aboudou Salifou, agent journalier à 16 frs. par jour.
Assouva Assouméio, agent journalier à 16 frs. p. j.
Ayité Paul, agent journalier à 16 frs. par jour.

Bassari Abourou, agent journalier à 18 frs. par jour.
Bélignan Konkomba, agent journalier à 16 frs. p. j.
Boukari Indabli, agent journalier à 16 frs. par jour.
Comlan Koami, agent journalier à 16 frs. par jour.
Dick Pierre, agent journalier à 16 frs. par jour.
Djoré Adjo, agent journalier à 16 frs. par jour.
Djoto Lama, agent journalier à 16 frs. par jour.
Dossou Ferdinand, agent journalier à 16 frs. p. j.
Kouassi Pascal, agent journalier à 16 frs. par jour.
Madjatan Yoyo, agent journalier à 16 frs. par jour.
Mama Adam, agent journalier à 16 frs. par jour.
Mama Kondo, agent journalier à 16 frs. par jour.
Salifou Ali, agent journalier à 16 frs. par jour.
Tchannité Paquéa, agent journalier à 16 frs. p. j.

P. T. T. :

Akakpo Emmanuel, agent journalier à 25 frs. p. j.
Ayité Awouté, agent journalier à 16 frs. par jour.
Babiélé Noaga, agent journalier à 17 frs. par jour.
Houéssou François, agent journalier à 15 frs. p. j.
Kalipé Charles, agent journalier à 14 frs. par jour.
Malou Ouro Sani Allassé, agent journalier à 16 frs. par jour.

T. S. F. :

Adjibao Koffi François, agent journalier à 19 frs. par jour.

Travaux publics :

Adimado Têko Marcellin, agent journalier à 18 frs. par jour.
Afanou Kouévi, agent journalier à 20 frs. par jour.
Agbagba Kétoh Joseph, agent journalier à 17 frs. par jour.
Agbègnenou Datsé, agent journalier à 20 frs. p. j.
Agbo Victor, agent journalier à 18 frs. par jour.
Akakpo Bernard, agent journalier à 24 frs. par jour.
Akakpo Pierre, agent journalier à 17 frs. par jour.

Akata Kowovi, agent journalier à 21 frs. par j.
 Amao Assouma, agent journalier à 14 frs. par jour.
 Amoussou Dagbo Ahossi Towidé, agent journalier à 18 frs. par jour.
 Apédo Amémasso, agent journalier à 18 frs. p. j.
 Atikossie Etienne, agent journalier à 19 frs. p. j.
 Awoukoussé Etey, agent journalier à 15 frs. p. j.
 Bang Konka, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Bangou Maliki Azima Diarra, agent journalier à 24 frs. par jour.
 Efiia Joseph, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Gaté Dago Moïse, agent journalier à 14 frs. p. j.
 Houndjo Paul, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Hounhouénou André, agent journalier à 15 frs. p. j.
 Kada Théophile, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Kokou N'dabéso, agent journalier à 18 frs. p. j.
 Kombaté Bombouama, agent journalier à 17 frs. p. j.
 Lokossou Léon, agent journalier à 22 frs. par jour.
 Quénoum Kpossi Albert, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Sénou Fiassé Jean, agent journalier à 18 frs. p. j.
 Soboga Takato, agent journalier à 21 frs. par jour.
 Sossah Ayivi Pierre, agent journalier à 23 frs. p. j.
 Tagba Gandé Koura, agent journalier à 20 frs. p. j.
 Tchangayi Agbassou Bernard, agent journalier à 14 frs. par jour.
 Tsipotou Frantz, agent journalier à 27 frs. par jour.
 Zékpa Abraham, agent journalier à 17 frs. par jour.
 Wobékou Woatobahoué Yassimé, agent journalier à 15 frs. par jour.

Agriculture :

Azingbo Pierre, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Bagouda Comlan, agent journalier à 20 frs. p. j.
 Bléoussi Simon, agent journalier à 17 frs. par jour.
 Tchassama Assémah, agent journalier à 19 frs. p. j.

Service zootechnique :

Souza Hilaire (de), agent journalier à 15 frs. p. j.

Service de santé :

Abbey Léonard, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Abinata Dandabah (Jérôme), agent journalier à 16 frs. par jour.
 Aboucary Alassani, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Adabla Ayawo Alphonse, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Adotévi Gaston, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Aduayi Alexandre, agent journalier à 19 frs. p. j.
 Aéssa Michel, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Agbo Mathilde, agent journalier à 14 frs. par jour.
 Agamah Godfroy, agent journalier à 19 frs. p. j.
 Agbodjan Joseph, agent journalier à 19 frs. p. j.
 Aguin Guivémi, agent journalier à 18 frs. par jour.
 Ahognissé Lucien, agent journalier à 15 frs. p. j.
 Akara Todom, agent journalier à 13 frs. par jour.
 Akim Joseph, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Ali Adam, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Amadou Mama, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Amégan Justine, agent journalier à 13 frs. par j.
 Amétoignon Pierre, agent journalier à 22 frs. p. j.
 Amoussou Damas, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Amoussou Simon, agent journalier à 20 frs. p. j.
 Andjao René, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Assi Gabriel, agent journalier à 15 francs par jour.
 Assogba Gabriel, agent journalier à 14 frs. par jour.
 Ayivi Vinz Henri, agent journalier à 26 frs. p. j.

Ayissa Akara Clément, agent journalier à 13 frs. par jour.

Banang Nathan, agent journalier à 22 frs. par jour.
 Banna Amadou, agent journalier à 25 frs. par jour.
 Batabo Justin, agent journalier à 17 frs. par jour.
 Béao Atchabao, agent journalier à 25 frs. par jour.
 Bilaba Albert, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Boma Atta, agent journalier à 13 francs par jour.
 Boukari Alidou, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Djakpa Soulé Nadjé, agent journalier à 15 frs. p. j.
 Djamo Assabo, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Djandjangrango Kounté, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Djaguédé Augustin, agent journalier à 23 frs. p. j.
 Djimbaré Waké, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Djobo Assoumanou, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Djobokou Agbévé, agent journalier à 19 frs. p. j.
 Douhadji Tékoé Joseph, agent journalier à 13 frs. par jour.
 Gansako Dramani Zampalégré, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Kalao Kpélou, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Kamina Louis, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Kankélime Loukoumé, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Karamo Aboudoulayé Adamou, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Karimé Moumouni, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Kékou Ayivi, agent journalier à 25 frs. par jour.
 Kéléou Katanga, agent journalier à 13 frs. par jour.
 Kéyéwa Albert, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Kokou Nayao, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Kolle Amadou, agent journalier à 17 frs. par jour.
 Kondi N'Daré Ninkabou, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Kondoou Gado, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Kouévi Paul, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Koumako Christophe, agent journalier à 18 frs. p. j.
 Koundé Mathias, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Kpatcha Lama Albert, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Kui Kouaovi, agent journalier à 18 frs. par jour.
 Lokou Abiou Michel, agent journalier à 13 frs. p. j.
 Loubégnon Alidjinou, Assogba, agent journalier à 14 frs. par jour.
 Mensah Elisabeth, agent journalier à 14 frs. p. j.
 Minasseh Pierre, agent journalier à 30 frs. par jour.
 Modjo Pierre Nahokou, agent journalier à 21 frs. par jour.
 Oliveira Alindre Casimir (d), agent journalier à 19 frs. par jour.
 Oumaté Soukoulimpo Maman, agent journalier à 23 frs. par jour.
 Palanga Djobo, agent journalier à 13 frs. par jour.
 Sétodji Eklou Titus, agent journalier à 14 frs. p. j.
 Sodji Sanvie Christophe, agent journalier à 19 frs. par jour.
 Souza Edmond (de), agent journalier à 16 frs. p. j.
 Tagba Tchero, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Tassindja Ayéoua, agent journalier à 15 frs. p. j.
 Tchabana Adam, agent journalier à 15 frs. par jour.
 Tchabodi Tchassiméli, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Tchacondo Ouréya, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Tchamdja Grégoire, agent journalier à 13 frs. p. j.
 Tchangai Kao Hilaire, agent journalier à 25 frs. p. j.
 Tchazodi Faustin, agent journalier à 16 frs. par jour.
 Tonzin Kondo Robert, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Vieira Joseph, agent journalier à 21 frs. par jour.
 Viotey Emmanuel, agent journalier à 16 frs. p. j.
 Wilson Hubert, agent journalier à 18 frs. par jour.
 Zakari Moumouni, agent journalier à 19 frs. p. j.

Enseignement :

Agbodjan Prince Charlemagne, agent journalier à 15 frs. par jour.

Savi de Tové Jonathan, agent journalier à 100 frs. par jour.

Silveira Vinolia, agent journalière à 13 frs. par jour.

Voirie de Lomé :

Gbagué Kodjo, agent journalier à 21 frs. par jour.

Komlan Martin Kaiser, agent journalier à 17 frs. par jour.

Sahey Paulin, agent journalier à 14 frs. par jour.

Tècco Louis, agent journalier à 15 frs. par jour.

Tidjani Yékini, agent journalier à 15 frs. par jour.

Les retenues pour pécule effectuées sur le salaire de ces anciens agents auxiliaires seront remboursées aux intéressés conformément à la réglementation en vigueur.

Gardes forestiers**Nominations**

Par arrêté n° 195 p. du :

1^{er} avril 1943. — Le nommé Smith Léopold, qui a subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, est admis dans le cadre local des gardes forestiers du Togo, en qualité de garde forestier stagiaire, pour compter du 29 mars 1943.

Par arrêté n° 198 p. du :

3 avril 1943. — Les nommés Noviho Amoussou Antoine et Accotchou Boniface, qui ont subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, sont admis dans le cadre local des gardes forestiers du Togo, en qualité de gardes forestiers stagiaires, pour compter du 29 mars 1943.

Par arrêté n° 219 p. du :

9 avril 1943. — Le nommé Anagonou Marcellin, qui a subi avec succès le concours du 14 décembre 1942, est admis dans le cadre local des gardes forestiers du Togo, en qualité de garde forestier stagiaire, pour compter du 3 avril 1943.

Gardes-frontières**Réintégration**

Par arrêté n° 196 p. du :

3 avril 1943. — M. Ackey Tossou Edouard est réintégré, à titre provisoire, dans le cadre local indigène des gardes-frontières du Togo, en qualité de garde-frontière stagiaire pour compter du 21 avril 1942.

Nomination

Par arrêté n° 188 p. du :

27 mars 1943. — Les nommés Bruce François et Koussougbo John sont agréés dans le cadre local des gardes-frontières du Togo, en qualité de gardes-frontières stagiaires.

DIVERS**Agents d'affaires**

Par décision n° 264 A. P. A. du :

7 avril 1943. — Le nommé Pinto (Jean Ignace), né le 10 juin 1895 à Porto-Novo (Dahomey), résidant à Anécho, fils de feu Ignace Pinto et de Angèla da Silva, est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires dans les cercles d'Anécho et de Lomé.

Bourses

Par décision n° 271 E. du :

9 avril 1943. — Des bourses scolaires sont accordées, à compter du 25 février 1943, dans les conditions fixées par les arrêtés n° 479 du 11 septembre 1939 et n° 159 E. du 12 mars 1943, aux élèves indigènes des écoles officielles ci-après désignés :

A — Cercle de Lomé — Taux journalier : 2 frs., 50

- 1^o — Agblevor Christian, âgé de 12 ans.
- 2^o — Solé Raphaël, âgé de 15 ans.
- 3^o — Adégnon Paul, âgé de 15 ans.
- 4^o — Adégnon Henri, âgé de 15 ans.
- 5^o — Logan Henri, âgé de 14 ans.
- 6^o — Koumagan Moïse, âgé de 14 ans.
- 7^o — Adossi Jean, âgé de 14 ans.
- 8^o — Djélou Comlan, âgé de 13 ans.
- 9^o — Kloukpo Yaovi, âgé de 13 ans.
- 10^o — Amégandjen Kossi, âgé de 14 ans.
- 11^o — Ahlihangon Couassi, âgé de 11 ans.
- 12^o — Glikpo Messan, âgé de 12 ans.
- 13^o — Glikpo Wogbalédjiko, âgé de 11 ans.
- 14^o — Adokpa Kossi, âgé de 11 ans.
- 15^o — Aboki Miwèdenou, âgé de 12 ans.
- 16^o — Agbédanou Comlanvi, âgé de 12 ans.

B — Cercle d'Anécho — Taux journalier : 2 frs., 50

- 17^o — Koumi Kossivi, âgé de 14 ans.
- 18^o — Gbogla Koki, âgé de 14 ans.
- 19^o — Koissivi Amoussou, âgé de 12 ans.
- 20^o — Akouété Améyégninou, âgé de 14 ans.
- 21^o — Douhadji Combé, âgé de 15 ans.
- 22^o — Agboyibo Yawo, âgé de 12 ans.
- 23^o — Bossou Messanvi, âgé de 14 ans.
- 24^o — Agossou Agbéfoun, âgé de 14 ans.
- 25^o — Kouléhoïn Amoussou, âgé de 16 ans.
- 26^o — Bessan Dékpo, âgé de 12 ans.
- 27^o — Maman Kougnaglo, âgé de 14 ans.
- 28^o — Assiati Houedassou, âgé de 12 ans.
- 29^o — Adélé Kpodéhoun, âgé de 14 ans.
- 30^o — Manontikpo Dansou, âgé de 12 ans.
- 31^o — Trenou Afanladi, âgé de 11 ans.
- 32^o — Ayité Amavi, âgé de 11 ans.

C — Subdivision d'Atakpamé — Taux journalier : 2 frs.

- 33^o — Akakpo Emmanuel, âgé de 15 ans.
- 34^o — Kodjo Emile, âgé de 15 ans.
- 35^o — Azianba Simon, âgé de 15 ans.
- 36^o — Amégan Eklou, âgé de 15 ans.
- 37^o — Tsatsou Emmanuel, âgé de 15 ans.
- 38^o — Ayado Otto, âgé de 15 ans.
- 39^o — Wotto Patrice, âgé de 15 ans.
- 40^o — Apédo Michel, âgé de 15 ans.
- 41^o — Bruce Henri, âgé de 14 ans.
- 42^o — Nuglozé Jean, âgé de 15 ans.
- 43^o — Obéza Elie, âgé de 15 ans.
- 44^o — Nuadji Gabriel, âgé de 15 ans.

- 45° — Nyadolémé Edouard, âgé de 15 ans.
- 46° — Kowu Polycarpe, âgé de 14 ans.
- 47° — Wozufia David, âgé de 14 ans.
- 48° — Pétigo Michel, âgé de 9 ans.
- 49° — Agbédinou Komi, âgé de 12 ans.
- 50° — Kassa Bessan, âgé de 12 ans.
- 51° — Ajavon Ayayi, âgé de 9 ans.
- 52° — Asila James, âgé de 9 ans.
- 53° — Abassa Michel, âgé de 9 ans.
- 54° — Ghogbo Komi, âgé de 12 ans.
- 55° — Adjéoda Koffi, âgé de 14 ans.
- 56° — Gnamétcho Koffi, âgé de 13 ans.
- 57° — Ocloo Koffi, âgé de 13 ans.
- 58° — Sèvi Abalo, âgé de 14 ans.

D — Subdivision de Klouto — Taux journ. : 2 frs., 50

- 59° — Kokoumé Louise, âgée de 15 ans.
- 60° — Goka André, âgé de 14 ans.
- 61° — Abotsi Augustin, âgé de 15 ans.
- 62° — Bouikpo Grâce, âgée de 14 ans.
- 63° — Séwonou Seth, âgé de 14 ans.
- 64° — Toussa Comlan, âgé de 14 ans.
- 65° — Agbodjan Comlan, âgé de 14 ans.
- 66° — Koudjawa Kossivi, âgé de 14 ans.
- 67° — Womékou Kodjo, âgé de 13 ans.
- 68° — Koffi Samuel, âgé de 13 ans.

E — Cercle de Sokodé — Taux journalier : 2 frs.

- 69° — Chango Christophe, âgé de 16 ans.
- 70° — Yaboué Djamagbéda, âgé de 15 ans.
- 71° — Tchassé Méoué, âgé de 14 ans.
- 72° — Magnibo Natou, âgé de 14 ans.
- 73° — Assoumaïrou Soulé, âgé de 13 ans.
- 74° — Tayédé Assoumana, âgé de 13 ans.
- 75° — Katango Sama, âgé de 11 ans.
- 76° — Agouzo Kpatcha, âgé de 14 ans.
- 77° — Tchédre Tidjim, âgé de 14 ans.
- 78° — Patassi Comlan, âgé de 10 ans.
- 79° — Kondo Tchao, âgé de 15 ans.
- 80° — Aoui Abalo, âgé de 13 ans.
- 81° — Ogané Issifou, âgé de 10 ans.
- 82° — Nabédé Pakaï, âgé de 11 ans.
- 83° — Moumouni Mana, âgé de 14 ans.
- 84° — Nakpané Koffi, âgé de 15 ans.

F — Cercle de Mango — Taux journalier : 1 fr., 50

- 85° — Korto Semou, âgé de 10 ans.
- 86° — Djabaré Yaba, âgé de 14 ans.
- 87° — Pessinaba Arezouma, âgé de 14 ans.
- 88° — Dambanguibé Lingui, âgé de 14 ans.
- 89° — Bagna Ogamo, âgé de 11 ans.
- 90° — Combaté Lenga II, âgé de 13 ans.

Les boursiers ci-dessus sont habilités à percevoir l'allocation dont le paiement sera effectué sur états collectifs comportant l'attestation du directeur de l'école que les intéressés ont bien été présents durant le nombre de jours inscrits.

Conseil d'hygiène

Par décision n° 251 A. P. A. du :

29 mars 1943. — M. Parbof, agent de la S. C. I. A. à Anécho, est nommé membre du conseil local d'hygiène de Lomé pour l'année 1943 en remplacement de M. Leitch, démissionnaire.

Ecole professionnelle de Sokodé

Par décision n° 266 T. P. du :

8 avril 1943. — Les élèves dont les noms suivent sont rayés de la liste des candidats admis en 1^{re} année de l'école professionnelle de Sokodé suivant décisions nos 888 T. P. et 136 T. P. des 22 décembre 1942 et 13 février 1943 :

Apédo Komi Simon, de l'école régionale de Palimé;
Nétchenawoé Comlan, de l'école régionale d'Anécho.

**Fonctions du chef
de la subdivision des T. P. du sud**

Par décision n° 260 T. P. du :

3 avril 1943. — Les décisions nos 52 T. P. et 169 T. P. des 15 janvier et 22 février 1943 sont rapportées.

M. Armand Lombard, ingénieur-adjoint de 4^e classe des T. P. C., nommé chef de la subdivision des travaux publics du Sud est chargé :

1° — de constater les infractions à la réglementation sur la protection et l'usage des voies publiques à la circulation et les transports automobiles;

2° — de faire passer l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire et d'assurer la réception des véhicules automobiles à Lomé;

3° — de constater les infractions à la réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

4° — de constater les infractions en matières de productions industrielles;

5° — du contrôle des opérations techniques de détails de l'électricité.

M. Lombard devra préalablement, avant l'accomplissement de ces fonctions, prêter serment devant le tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

Justice

N° 1273. — Par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. en date du :

28 mars 1943. — Est rapporté l'arrêté n° 3148, du 10 septembre 1942, nommant provisoirement et cumulativement avec ses fonctions administratives, juge suppléant au tribunal de 3^e classe de Lomé, M. d'Arcimoles, adjoint des services civils des colonies.

M. Pic (Joseph), administrateur des colonies, docteur en droit, est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions administratives, juge suppléant au tribunal de 3^e classe de Lomé.

M. Pic aura droit, en cette qualité, par application du décret du 2 mars 1910 (article 9, § 3), à une indemnité égale au quart de la solde de présence du titulaire.

Observateur météorologiste

Par décision n° 248 P. du :

27 mars 1943. — M. Ajavon, médecin contractuel, chef intérimaire de la subdivision sanitaire de Sokodé, est chargé de la marche de la station météorologique de 1^{er} ordre de Sokodé.

Cet observateur aura droit à l'indemnité de 900 francs l'an, prévue à l'arrêté n° 174 du 30 mars 1938, pour compter du jour de sa prise de service.

Rachat des produits

Par décision n° 231 A. E. du :

20 mars 1943. — La commission prévue à l'article 8 du règlement d'achat du 18 mars 1942, à l'effet de contrôler au port d'embarquement le poids et la qualité des produits rachetés par l'Etat français et prêts à être embarqués, est composée comme suit :

Le chef du bureau des affaires économiques, ou son délégué *Président*

Le chef du service du mouvement du réseau du chemin de fer du Togo,

L'inspecteur des produits du cru,

Un employé de la *Membres*

S. C. O. A., *représentants des*

Un employé de la *exportateurs*

Cie. F. A. O.,

L'agent transitaire du service local *Secrétaire.*

La dite commission est également chargée de procéder aux mêmes opérations pour tout embarquement de produits effectué, après achat par l'administration, pour le compte d'une colonie du groupe ou d'un pays de l'Afrique du Nord.

Sont abrogées les décisions nos 896 du 22 décembre 1941 et 275 du 10 avril 1942.

Par décision n° 250 A. E. du :

29 mars 1943. — La décision n° 231 A. E. du 20 mars 1943 est modifiée comme suit :

Au lieu de :

Le chef du service du mouvement du réseau du chemin de fer du Togo,

Lire :

Un agent du réseau des chemins de fer du Togo désigné par le chef du service des travaux publics et des transports.

Société

Par arrêté n° 202 A. P. A. du :

3 avril 1943. — Est autorisée dans le territoire du Togo la constitution d'une association musicale et théâtrale dénommée « Chorale HADZIHAGA » dont le siège est fixé à Lomé, avenue du maréchal Foch.

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Témoignage officiel de satisfaction

Par décision n° 259 P. du :

3 avril 1943. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé au brigadier-planton Abalo Mesanvi Ferdinand, en service au parquet à Lomé pour le motif ci-après :

Assure régulièrement avec expérience et dévouement au parquet du tribunal de Lomé, outre ses fonctions de planton, celles de commis-secretaire.

Terrain domanial

Par décision n° 272 Dom. du :

9 avril 1943. — Une commission composée de :
M. le commandant de cercle d'Anécho ou son délégué *Président*

Le géomètre du service topographique,
Un représentant de la Mission Catholique, *Membres*

se réunira sur convocation de son président à l'effet d'évaluer le terrain situé à Woga, cercle d'Anécho, appartenant à la Mission Catholique.

Il sera dressé un rapport succinct en 4 exemplaires contenant un détail descriptif et estimatif.

Textes publiés à titre d'information**Mobilisation en A. O. F. et au Togo****NOTE**

Concernant les bonifications de classes accordées à l'article 7 de l'arrêté général n° 191/c. m.-3 du 15 janvier 1943 (J. O. Togo du 1^{er} février), le gouverneur général de l'A. O. F., haut-commissaire de France au Togo communique :

« Les bonifications de classes accordées aux pères de famille sont appliquées de droit. Toutefois, les réservistes de toutes catégories (officiers, sous-officiers et hommes de troupe), qui le désirent, peuvent renoncer à se prévaloir de ces bonifications (instruction guerre du 29 juillet 1926 — Modificatif à l'article 19 — B. O. P. P. 1939, page 4115) ».

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****DOMAINES****Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1245, déposée le dix-sept mars 1943 le sieur Logou Fiti, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Agouévé, cercle de Lomé, agissant en qualité de co-propriétaire en son nom et en celui des autres co-propriétaires :

- 1^o — Johannes Logou, âgé de 45 ans,
- 2^o — Fiti Logou, âgé de 48 ans,
- 3^o — Kobli Logou, âgé de 60 ans,
- 4^o — Avounwoadan Logou, âgé de 47 ans,
- 5^o — Awaga Logou, âgé de 50 ans,
- 6^o — Djoka Logou, âgé de 46 ans,
- 7^o — Glédivlo Logou, âgé de 30 ans,
- 8^o — Abofla Logou, âgé de 47 ans,

9^o — Migbadji Logou, âgé de 38 ans,
 10^o — Kodjo Logou, âgé de 27 ans,
 11^o — Maouko Logou, âgé de 19 ans,
 12^o — Kossi Logou, âgé de 20 ans,
 13^o — Saléodji Logou, âgé de 31 ans,
 14^o — Woumi Logou, âgé de 32 ans,
 15^o — Egbalaku Logou, âgé de 30 ans,
 16^o — Koudo Logou, âgé de 31 ans,
 17^o — Amouzou Logou, âgé de 34 ans,
 18^o — Akplan Logou, âgé de 46 ans,
 a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, bâti en partie, consistant en un terrain de forme irrégulière, portant des cultures vivrières, d'une contenance totale de 54 hectares 50 ares 90 centiares, situé à Agouvé, cercle de Lomé, et borné au nord par Kpegli Itoutou, Kloméga, Magnon Aziave, au sud par Azouma, Agomessé, Akponougou, Dagnon et Géglian et à l'ouest par Bokon Djafa et Hovon Sodédji.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1247, déposée le vingt-cinq mars 1943 le sieur Agbokou Aziamadji, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Adakpamé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain de forme irrégulière, d'une contenance totale de 5 hectares 54 ares 20 centiares, situé à Adakpamé, cercle de Lomé, et borné au nord par Adossou, à l'est par Maglo, Koussoadja, Bokovi, au sud par Atandji, Ayiboé, à l'ouest par Ekén.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
 J. SERANT.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le vendredi trente avril mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anié, cercle d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, en partie bâti, en forme de polygone irrégulier, sur lequel se trouvent la gare d'Anié, l'emprise de la voie ferrée et les diverses installations du chemin de fer, d'une contenance de 19 hectares 26 ares 59 centiares et borné au nord, à l'ouest et au sud par des terrains vacants et sans maître, propriété privée du territoire, à l'est par le titre foncier n° 85 du cercle d'Atakpamé, propriété privée du territoire à l'origine, morcellé en partie au profit des nommés ci-après, propriétaires limitrophes actuels: Mandé Magadjiah, Ajavon Max, John Walkden and Co, Hubert Pompéo d'Almeida, S.G.G.G., Edouard Agbodjan, G. B. Ollivant, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur-contrôleur de l'enregistrement et des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo, suivant réquisition du vingt-deux janvier 1943, n° 1227.

Le jeudi six mai mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 1, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère, d'une contenance de 3 ares 70 centiares et borné au nord par la rue Thompson, à l'est par terrain à N. Tamakloe, au sud par terrain à da Silveira et à l'ouest par terrain à Kpodar, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Sabino da Silveira, propriétaire demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du vingt-huit janvier 1943, n° 1229.

Le jeudi six mai mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 4, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 9 ares 85 centiares et borné au nord par terrain à Anthony, à l'est par terrain au même Anthony, au sud par la rue lieutenant-colonel Maroix et à l'ouest par la rue Gailliéni, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustin Kwashie Smiling Anthony, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du vingt-huit janvier 1943, n° 1230.

Le jeudi six mai mil neuf cent quarante-trois à dix heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, rue de Bè, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est élevée une maison en briques, couverte de tôles, d'une contenance de 3 ares 90 centiares et borné au nord par terrain à Quist, à l'est par terrain à Nouboukpo, au sud par la rue de Bè et à l'ouest par la rue Jean-Bart, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Gédéon Amouzou, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du vingt février 1943, n° 1232.

Le samedi huit mai mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, complanté de caféiers et de palmiers, d'une contenance de 17 hectares 52 ares 15 centiares, connu sous le nom de « Agbévécondji » et borné au nord par terrain à Ayikoé, à l'est par propriété à Nyonyon, au sud par terrain à Zékoé et à l'ouest par terrains à Zévo et à Dranfo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djaka Adékpé, cultivateur, demeurant et domicilié à Kévé, cercle de Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du cinq mars 1943, n° 1238.

Le lundi dix mai mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Dalavé, subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de polygone irrégulier, complanté de caféiers et de cocotiers, d'une contenance de 7 hectares 86 ares 24 centiares et borné au nord par terrain à Ahiaty, à l'est par un étang et terrain à Ahiakou, au sud par terrain à Kpogno et à l'ouest par terrains à Kpogno et à Ahiaty, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Albert Mensah Ahadji, propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du trois mars 1943, n° 1235.

Le samedi quinze mai mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de polygone irrégulier, complanté de caféiers et de palmiers, d'une contenance de 11 hectares 42 ares 47 centiares, connu sous le nom de « Agbévécondji » et borné au nord par terrain à Ayikoé, à l'est par terrain à Sati, au sud par terrains à Gake et Eklou et à l'ouest par terrains à Kodjo Noukpetor et à Nyonyon, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Djaka Adékpé, cultivateur, demeurant et domicilié à Kévé, cercle de Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du cinq mars 1943, n° 1239.

Le mercredi dix-neuf mai mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Palimé, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent complantés des caoyers, des caféiers et diverses autres essences, d'une contenance de six hectares environ (6 ha), connu sous le nom de « Avemadolakouigata » et borné au nord par terrains à Tsekpe Bleko et Dabi Zinou, à l'est par terrain au requérant, au sud par terrains à Tayi et Kokoroko Tsahe et à l'ouest par terrains à Jizze Kodjo et Kokoroko Tsahe, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Nyégbé Adjo, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du vingt-neuf janvier 1943, n° 1228.

Le samedi vingt-deux mai mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, bâti en partie, en forme de quadrilatère irrégulier, complanté de palmiers, de cultures vivrières et de caféiers, d'une contenance de 20 hectares 20 ares 11 centiares, connu sous le nom de « Hété » et borné au nord par le lieu dit Agodo (propriété F. Sessi), à l'est par la route Lomé-Palimé, au sud par le Zogbé Apémévé et à l'ouest par Awato, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Codjo Noukpetor, propriétaire, demeurant et domicilié à Assahoun, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du cinq mars 1943, n° 1237.

Le samedi vingt-neuf mai mil neuf cent quarante-trois à neuf heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Assahoun, subdivision de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, complanté de cultures vivrières, de caféiers et de palmiers, d'une contenance de 3 hectares 27 ares 47 centiares et borné au nord par terrains à K. Tchewou, à S. Adabra et à Georges Adilé, à l'est

par terrain à Akakpo Georges-Adilé, au sud par terrains à Gbontchou Adjidja et à Epan et à l'ouest par terrain à Gbafa Lugu, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agagalo Noukpetor, cultivateur, demeurant et domicilié à Assahoun, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du cinq mars 1943, n° 1236.

Le mardi premier juin mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Aname, village de Sigbohoulé, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de trapèze irrégulier, d'une contenance de 30 hectares 16 ares 2 centiares et borné au nord et à l'est par terrain à Gbossou, au sud par terrain à Ziga et à l'ouest par terrains à Akakpovi et Novi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Assanoudé Agbagla, propriétaire, demeurant et domicilié à Glidji, cercle d'Anécho, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du cinq février 1943, n° 1231.

Le mercredi deux juin mil neuf cent quarante-trois à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wogan, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de polygone irrégulier, d'une contenance de 2 hectares 26 ares 75 centiares, connu sous le nom de « Nouvelle Mission Catholique » et borné au nord par la route de Wo-Kutimé, au sud par la propriété des nommés Edzekpedzi et Afatchao Woyi, à l'est par terrain appartenant à lui-même, à l'ouest par un chemin rejoignant Wogan à la grand'route Wogan-Anfoin, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kalipé Paul, cultivateur, demeurant et domicilié à Wogan, cercle d'Anécho, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du premier mars 1943, n° 1233.

Le mercredi deux juin mil neuf cent quarante-trois à neuf heures trente du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Wogan, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme de quadrilatère irrégulier marqué B et une parcelle ayant la forme de triangle irrégulier marqué A sur le plan, d'une contenance de 1 hectare 89 ares 19 centiares, connu sous le nom de la parcelle A de « terrain du Calvaire » de la parcelle B de « terrain des Sœurs » et borné au nord par terrains au requérant et à Wolenou Adala, au sud par la grand'route Anécho à Wogan, à l'est par un terrain à Wolenou Adala, à l'ouest par la route de Wogan à Wo-Kutimé village, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Animaka Ehi, cultivateur, demeurant et domicilié à Wogan, cercle d'Anécho, suivant réquisition du premier mars 1943, n° 1234.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.